



**Mémoire - Master 1 Relations internationales
2018 - 2019**

Comprendre les mutations qui affectent l'Iran à travers la
question de la condition des femmes



**Mémoire préparé sous la direction de M. Thierry Coville, chercheur à l'IRIS et
spécialiste de l'Iran**

Présenté et soutenu par Deborah Rouach

Imprimé le 28 août 2019

Remerciements

Je souhaite avant tout remercier mon directeur de mémoire, Thierry COVILLE, pour sa disponibilité, la qualité de ses conseils et le temps qu'il a consacré à la conduite de ce mémoire.

L'enseignement de qualité dispensé par le Master « Relation internationales » a également nourri mes réflexions et a représenté une profonde satisfaction intellectuelle, merci donc aux enseignants-chercheurs et aux autres intervenants.

Un grand merci également à Bastien ALEX qui a pris le temps de répondre à mes questions méthodologiques et m'a conseillé sur la définition du sujet.

Je remercie en particulier Thierry COVILLE et Amélie CHELLY, pour m'avoir donné l'occasion d'échanger personnellement avec eux. Ces échanges m'ont particulièrement aidé à faire avancer mon analyse.

J'aimerais exprimer ma gratitude à tous les membres de ma famille et aux amis qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma démarche. Je souhaite remercier en particulier Magali FREDJ et Emilien RÉVEILLON pour leur précieuse aide à la relecture et à la correction de mon mémoire.

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	3
Introduction	4
Partie I - La condition des femmes en Iran depuis 1979 : expliquer les mutations entrainées par la Révolution et l'entrée du pays dans la mondialisation	9
1. Les mœurs sociétales iraniennes en mutation depuis la Révolution de 1979.....	9
2. Les positions adoptées par le gouvernement iranien envers les femmes : une oscillation constante entre concessions et interdits	13
3. L'action des femmes en Iran depuis la Révolution de 1979	16
Partie II - Les nouvelles possibilités offertes aux femmes par les réseaux sociaux : la naissance du cyberféminisme iranien	20
1. Le rôle des réseaux sociaux dans la résistance des Iraniennes : catalyseurs de revendication, d'émancipation et de contestation.....	20
2. Connectivité des réseaux sociaux, une fenêtre ouverte sur le monde pour les Iraniennes	23
3. Prise de pouvoir des Iraniennes à travers l'espace numérique : une revanche sur leur condition aux conséquences non négligeables pour le pays	26
Partie III - Entre sanctions internationales et accord sur le nucléaire iranien : l'importance de l'indicateur économique pour comprendre les évolutions de la condition des femmes en Iran	30
1. Sous les différentes périodes de sanctions depuis 1979, quelles opportunités s'offrent aux Iraniennes ?	30
2. La condition des femmes sous l'accord de Vienne de 2015 et son éventuelle évolution sans le retrait des Etats-Unis.....	33
3. Avec le retour des sanctions, quel avenir peut-on espérer pour la condition des Iraniennes ?....	37
Conclusion	41
Annexes	45
Bibliographie	45
Compte rendu de l'entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019.....	51

Introduction

Depuis de nombreuses décennies, la République islamique d'Iran, pays de fantasmes et de paradoxes, fait l'objet de considérations internationales. Suite à la Révolution de 1979, l'Iran a été au cœur de nombreuses théories cherchant à comprendre et expliquer ce qui fait la résilience et le dynamisme de cette puissance régionale. De par sa place centrale sur l'échiquier géopolitique du Moyen-Orient et en raison des bouleversements qui l'animent, ce pays si complexe à cerner n'a pas fini de préoccuper.

Actuellement, le pays est pris dans une tourmente où se confrontent différentes dynamiques internes et externes à son territoire. On fait ici référence à la crise économique, aux revendications sociétales, aux tensions sur la scène internationale concernant l'Accord de Vienne sur le nucléaire et aux conflits d'intérêts dans son environnement proche où il doit maintenir son influence. Afin de comprendre la particularité de l'Iran, ce mémoire a pour ambition d'exposer les paradoxes qui y prennent place et les différentes forces qui s'y confrontent.

Dans ce pays où l'ambivalence et la dualité prévalent, le quotidien de la population est dicté par la cohabitation de dynamiques antagonistes. Premièrement, au sein du système politique de la République islamique d'Iran dont la singularité réside dans la combinaison du régulier et du séculier, avec des élections démocratiques mais une autocratie religieuse, qui représentent les deux pôles de pouvoir. De manière paradoxale, l'islam politique a participé à la sécularisation de l'islam devenu de ce fait l'idéologie de l'Etat. Les préceptes religieux guident donc tous les aspects de la vie des Iraniens que ce soit dans l'espace public ou privé mais aussi au niveau politique, économique, social et culturel.

Cette invasion du politique et du religieux dans la vie des Iraniens va créer un fossé entre la population et le gouvernement. De plus, la modernisation des mœurs de la société qui est accélérée par l'ouverture de l'Iran sur le monde se voit contrebalancée par des principes archaïques et un conservatisme politique. L'expression de Bernard Hourcade trouve ici tout son sens lorsqu'il déclare que l'Iran est le « laboratoire du Moyen-Orient ». Or, ce fragile entremêlement de dynamiques opposées a de lourdes conséquences sur la société iranienne dont la vitalité est à l'origine des transformations qui bouleversent le pays.

De la Révolution de 1979 a résulté la mise en place d'une société nouvelle, voulue épurée de la modernisation forcée par le shah d'Iran, qui depuis est soumise au respect de règles dépassées. Imposée à une portion de la société, la Révolution a déçu une grande partie de ses défenseurs en raison de l'ordre ancien qu'elle a instauré. Les femmes sont les premières à témoigner de leur désenchantement car elles se retrouvent soumises à des normes islamiques discriminatoires. De ce fait, le pays est en proie à une crise identitaire à laquelle il ne trouve pas de réponse depuis les années 1980. Une des forces et des richesses de la République islamique d'Iran réside dans sa société résiliente et engagée qui semble être en perpétuelle mutation à travers la remise en question des normes la régulant et la pression qu'elle effectue sur le gouvernement pour libéraliser le pays. C'est pourquoi les crispations au sein de la société représentent la pierre angulaire des changements en Iran.

Ce mémoire a pour dessein de révéler les mutations qui bouleversent l'Iran à travers l'analyse de la composante sociétale de ces phénomènes et plus particulièrement par le biais de la question de la condition des femmes. Le genre est un concept pensé pour analyser la manière dont une société définit, normalise et hiérarchise la différenciation des sexes. Cela traduit avant tout une volonté de distinguer l'autre par des caractéristiques censées définir son comportement, son rôle et sa place dans la société. Il est donc question de constructions sociales, culturelles, religieuses et politiques et non pas d'une notion invariable, intemporelle et immuable.

La condition des femmes dans un pays doit être comprise comme un enjeu pour la société et être analysée comme le miroir des questionnements qui l'affectent sur sa propre définition. L'intérêt d'adopter le genre comme prisme de lecture trouve son explication dans la place qui est réservée aux femmes dans la société iranienne. Les Iraniennes incarnent une sphère privilégiée d'exercice de l'autorité politique et religieuse en Iran. La condition des femmes est donc la cible des pouvoirs en place en Iran, d'où l'importance de se focaliser sur ce concept, qui nous permet d'interroger l'état de la société dans son ensemble.

Depuis l'avènement de la République islamique, le statut de la femme est une question critique et controversée. Cela nous amène à questionner plus en profondeur ce que représente la femme en Iran pour que sa condition soit instrumentalisée par la politique, la religion et la société. Les Iraniennes sont les principales victimes des normes imposées à la société. Elles sont prisonnières de l'archétype féminin respectable dicté par une lecture traditionaliste de la

charia. En se voyant imposer le rôle de gardiennes de l'identité iranienne, elles sont consignées à des rôles prédéfinis où elles existent uniquement dans leur rapport à l'homme.

L'Iranienne est d'abord fille, puis épouse ou veuve et enfin mère. Essayer de s'extraire de ce modèle est considéré comme une volonté de déstabiliser la société, c'est pourquoi l'évolution potentielle de la condition des femmes met en avant la lutte entre libéralisation et mise en danger de l'ordre établi. Parce que les Iraniennes incarnent les mœurs et les paradoxes de leur société, elles représentent autant d'opportunités que de défis pour le gouvernement. Ainsi, la condition des femmes permet d'exposer le caractère ambigu de la société iranienne, tout autant qu'elle cristallise et met en relief les tensions au sein de celle-ci.

Frustrées dans leur velléité d'indépendance et de liberté, les Iraniennes sont freinées dans leur quête d'émancipation et doivent se contenter d'une autonomie incomplète. Elles doivent lutter pour s'imposer et faire reconnaître leurs droits dans un pays où elles souffrent de discriminations à tous les niveaux dans leur quotidien. Le combat qu'elles mènent pour l'amélioration de leur condition questionne les modèles politico-religieux et social dans leur ensemble et donne ainsi aux Iraniennes un rôle d'instigatrice de changements souhaités par une majorité de la société. Elles constituent le fer de lance d'un mouvement de résistance et de revendications pour plus de libertés et de droits en faveur de leur émancipation. Ainsi, si l'évolution des mentalités en Iran est en partie le fruit de la vitalité de la société et d'une ouverture accrue sur le monde, il ne faut toutefois pas négliger le rôle des femmes qui sont actrices des bouleversements qui animent l'Iran.

Leurs revendications laissent transparaître une progression au sein des mœurs de la société iranienne : l'évolution de la condition des femmes est intimement liée à la révolution des mentalités et a des effets bénéfiques sur la société. L'évolution globale de la société iranienne, entrée dans une nouvelle ère, où la métamorphose des mentalités apporte des changements irréversibles, témoigne des mutations opérées et d'une volonté de se défaire des normes imposées par le gouvernement.

En outre, la quête d'affranchissement des Iraniennes est représentative des différentes périodes qui ont marqué l'histoire de l'Iran. La notion de condition des femmes en Iran essentialise les mœurs et l'évolution des représentations imposées aux femmes et à la société. Au travers de l'étude du parcours émancipatoire des Iraniennes, il s'agit d'appréhender l'histoire de l'Iran en matière de ruptures et de continuités. Le combat mené par les femmes au moyen de protestations et de l'utilisation des réseaux sociaux, met en évidence le nouveau

rapport de force auquel est confronté le gouvernement. L'étude de la condition des femmes nous permettra de mieux comprendre l'état de la société iranienne et le tournant qui est en train de s'opérer dans les esprits dans ce pays. On tentera par la même occasion de savoir si nous assistons au début d'une contestation générale de la société à l'encontre de l'ordre patriarcal.

Etudier la condition des femmes au sein de la société, permet de mettre en lumière l'entremêlement entre pouvoir politique et religieux, la dynamique de libéralisation de la société ainsi que les paradoxes et les ambiguïtés que cela entraîne ou a entraîné. Mais surtout, on peut montrer en quoi les réformes concernant les femmes en Iran sont le reflet de multiples préoccupations internes, régionales et internationales. Il s'agira alors de faire le lien entre la condition des femmes en Iran et les relations internationales du pays.

Problématique

Dans quelle mesure l'évolution de la condition des femmes est-elle révélatrice des mutations et des bouleversements qui s'opèrent en Iran ?

Afin de répondre à cette problématique, nous avons décidé d'apporter un regard nouveau concernant deux facteurs peu étudiés en France qui ont bouleversé la condition des Iraniennes à savoir l'utilisation des réseaux sociaux et l'indicateur économique. L'attention sera portée sur les interactions entre l'évolution de la condition des femmes et les thématiques sociales, politiques et économiques. Le cadre temporel de notre étude débutera à partir de la Révolution, qui marque une rupture dans l'histoire du pays, et prendra fin au mois de juin 2019 permettant ainsi de disposer d'un certain recul pour analyser la situation.

La première partie présentera les évolutions déterminantes constatées sur la condition des femmes depuis la Révolution de 1979. Cela nous permettra d'avoir une compréhension globale de la société iranienne et d'exposer ses paradoxes. Il sera donc question de présenter le cadre général de l'analyse de ce mémoire.

La deuxième partie étudiera les mutations de la condition des Iraniennes constatées depuis le début des années 2000 avec l'entrée du pays dans la mondialisation notamment via l'usage d'Internet. Il s'agira d'analyser les bouleversements instigués par les réseaux sociaux

sur la condition des Iraniennes et de savoir s'ils ont permis d'éventuelles évolutions positives pour l'ensemble de la société. Les mutations et les bouleversements sont compris comme des évolutions profondes qui affectent la population iranienne et participent à instiller nouveauté et espoir au sein des mœurs. Le rôle des réseaux sociaux sera étudié comme autant de nouvelles possibilités qui s'offrent aux femmes iraniennes dans leur combat, leur émancipation, la redéfinition de leur place au sein de la société et de la conception de leur genre.

La dernière partie analysera les différentes circonstances économiques du pays afin de comprendre l'impact des sanctions économiques et de l'accord de Vienne de 2015 sur la condition des Iraniennes. Les conséquences des sanctions économiques sont rarement étudiées du point de vue du genre, il sera donc intéressant d'apporter une vision genrée aux différentes situations économiques qu'a connues le pays afin de voir ce que cela révèle sur l'Iran.

Ce mémoire a pour objectif d'exposer les fractures et les fragilités du pays tout autant que ses enjeux d'avenir où les femmes, pionnières des contestations et des changements en Iran, occupent une place centrale. Il sera intéressant d'étudier les marges de manœuvre des femmes dans la libéralisation du pays et de s'interroger sur la possibilité d'une nouvelle transformation endogène que pourrait connaître l'Iran grâce à la vitalité du combat des Iraniennes. La réalité de la vie en Iran sera donc analysée à travers le prisme du genre qui est omniprésent dans les cultures imprégnées de religiosité. La perspective du genre est ainsi innovante et essentielle afin d'appréhender les transformations qui touchent la société iranienne où le genre est un facteur primordial de compréhension du quotidien, des comportements, des droits et des luttes de la population.

Partie I - La condition des femmes en Iran depuis 1979 : expliquer les mutations entraînées par la Révolution et l'entrée du pays dans la mondialisation

1. Les mœurs sociétales iraniennes en mutation depuis la Révolution de 1979

Pour mieux appréhender les contrastes et les paradoxes de la situation actuelle en Iran, il faut explorer les mutations sociétales qui ont marqué le statut et le rôle des femmes dans la société iranienne depuis 1979. Il est important de saisir la subtilité de ces évolutions dont les motifs et les résultats exposent la particularité propre à la société iranienne. Il faut garder à l'esprit que certains changements induits par la Révolution de 1979 sont le terreau des contestations actuelles des Iraniennes.

Dès 1979, l'Ayatollah Khomeyni et le clergé ont imposé une vision de la femme établie sur une perception obscurantiste de l'islam. Ils ont institutionnalisé une société fondée sur l'essentialisation de principes patriarcaux et d'identités sexuées ¹ avec le retour à un modèle traditionnel fondé sur la charia, source du droit sous la nouvelle République islamique. L'inauguration de ce système genré discriminatoire a durement impacté l'intégrité et restreint les libertés des femmes, considérées comme d'éternelles mineures et des citoyennes de seconde zone. Elles se voient dépossédées du droit à disposer de leur corps à travers le voilement obsessionnel de leur corps, écartées de la société active et assujetties à la tutelle d'un homme toute leur vie. La suspension du code familial ², l'installation de la ségrégation des sexes, de la polygamie et la nécessité d'avoir l'accord du mari pour entrer dans l'espace public démontrent que le corps de la femme est devenu le lieu d'expression du pouvoir du nouveau régime. Les « mesures législatives et sociales censées préserver l'ordre du sacré et la

¹ COSTA-LASCOUX Jacqueline, « Préface », *Islam politique, sexe et genre*, sous la direction de CHAFIQ Chahla, Presses Universitaires de France, 2011, p. XI-XIV.

² Il accordait aux femmes le droit de divorce et avait élevé l'âge légal du mariage pour les filles à 18 ans.

hiérarchisation du pouvoir au sein de la société ³ » vont autoriser un contrôle juridique et religieux omniprésent des femmes au nom de la protection de l'honneur masculin.

Toutefois, le plus surprenant à propos du cas iranien réside dans la compatibilité d'une islamisation autoritaire de la société paradoxalement accompagnée d'une révolution socio-démographique aux conséquences décisives pour l'émancipation des femmes. La République islamique a participé, à son insu, au processus d'autonomisation des femmes, ce que Thierry Coville qualifie de « révolution invisible ⁴ ». Marie Ladier-Fouladi, spécialiste de l'Iran, parle elle d'un « contexte social en mutation accélérée ⁵ » entendant par là le processus de scolarisation généralisée et gratuite des filles ⁶, première étape vers une modernisation sociale, économique et politique de la vie des Iraniennes. Les filles sont d'ailleurs plus nombreuses dans les universités que les garçons, elles étaient plus de 55% en 1999-2000 et plus de 60% en 2000-2001 ⁷.

De plus, les femmes vont s'extraire de la sphère de l'intime grâce à la crise économique découlant de l'embargo pétrolier en 1980, la guerre Iran-Iraq de 1980 à 1988, mais aussi grâce à la baisse des aides familiales de l'État qui incite les femmes citadines et rurales à travailler. Cela va avoir une incidence sur l'âge moyen des femmes lors du premier mariage, qui chute de 19,7 ans en 1976 à 24 ans en 2006. Les études de terrain menées par Marie Ladier-Fouladi⁸ montrent de plus que l'indice de fécondité en 1986 était de 6,4 enfants par femme contre 1,9 en 2007, ce qui s'explique par les résultats des réformes appliquées sous le régime impérial, l'application du planning familial mis en place par le gouvernement en 1988 ⁹ en raison des

³ CHAFIQ Chahla, *Islam politique, sexe et genre : À la lumière de l'expérience iranienne*, Presses Universitaires de France, 2011, p. 154.

⁴ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, La découverte, 2007, p. 9.

⁵ LADIER-FOULADI Marie, « Iran : mutation sociale et contestation politique », *Politique étrangère*, Automne, n°3, septembre 2012, p. 505-517.

⁶ En 2006, la proportion des femmes alphabétisées âgées de 15 à 49 ans s'élevait à 87,4 % et leur scolarité durait en moyenne 8,9 ans alors qu'en 1976 seulement 28% des femmes étaient alphabétisées pendant 1,9 ans (LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, L'Atalante, 2009, p. 62).

⁷ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, Maisonneuve & Larose, 2002, p. 223.

⁸ LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, L'Atalante, 2009, p. 58.

⁹ *Idem*, « La transition de la fécondité en Iran », *Population*, vol. 51, n° 6, 1996, p. 1114.

problèmes sociaux et économiques suite à la guerre contre l'Iraq et la généralisation de l'usage de moyens contraceptifs ¹⁰, autorisé par la *fatwa* de l'ayatollah Khomeyni en 1980.

Ces évolutions sociétales, caractéristiques d'une modernité endogène, ont permis aux femmes de prendre conscience de l'injustice qu'elles subissent en raison de leur genre. Par ailleurs, on observe un changement des mentalités qui bouleverse leurs comportements vis-à-vis des figures d'autorité à l'échelle de la sphère privée et publique, des relations intergénérationnelles et avec les hommes. L'ordre patriarcal va être ébranlé au sein de la famille, véritable coup de fouet pour le gouvernement qui a sacralisé l'institution familiale, pour « y établir un rapport équilibré entre les sexes et les générations¹¹ ».

Quand bien même le gouvernement parvient à garantir sa pérennité en maintenant un contrôle strict sur la société comme le prouve la politisation de la question sexuelle¹², explicitement faite affaire publique, il n'en reste pas moins que la pression exercée sur les Iraniennes est problématique et provoque des effets non souhaités par le gouvernement. En effet, les femmes n'ont jamais cessé de contester le système depuis 1979, en s'attaquant aux mesures discriminatoires telles que le port obligatoire du *hijab* qui cristallise les revendications exprimées par les Iraniennes. Un débat dont la complexité est mis en exergue par Fariba Adelkhah, qui qualifie le voile tantôt de « passeport permettant un accès public et à la vie sociale pour les femmes ¹³ » tantôt de « contrat social ¹⁴ » en crise passé entre des acteurs inégaux. Fidèle aux paradoxes qui constituent le système iranien, le port du voile, en assurant une continuité entre le privé et le social, a permis aux femmes islamistes d'exercer une activité professionnelle. La sphère publique, lieu de « l'apparence » où la société est épiée par le gouvernement, expose le subtil équilibre entre modernisation et tradition qui y prend place. L'espace public ne doit plus être « ni l'espace privé ni l'espace politique ¹⁵ » afin de rationaliser la vie sociale et de mettre fin à l'affrontement entre deux visions de la société instrumentalisés par la population et le gouvernement.

¹⁰ Soit 66 % des femmes mariées de 15 à 45 ans en 1991, puis 74% en 2000 dans LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, op. cit., p. 60.

¹¹ LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, op.cit., p. 74.

¹² ADELKHAH Fariba, *Les paradoxes de l'Iran : idées reçues sur la République islamique*, le Cavalier bleu, 2016, p. 120.

¹³ *Ibid*, p. 138.

¹⁴ *Ibid*, p. 139.

¹⁵ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, La découverte, 2007, p. 159.

De surcroît, l'ancrage prégnant de l'Iran dans la mondialisation à partir des années 1990 participe à l'émergence de nouvelles valeurs, telles que la modernisation des aspirations des individus et l'essor de l'individualisme des Iraniens, bouleversant la définition de l'individu imposée. Les dispositions prises par le régime à l'égard des femmes incarnent donc la volonté de purger la société de toute modernisation et occidentalisation sociétale amorcée sous le shah d'Iran, un phénomène qualifié de « ouestoxication ¹⁶ ». Or la désillusion des femmes, confrontées à l'écart entre leur condition et la place qu'elles souhaitent occuper, va renforcer leur amertume à l'égard du pouvoir et des règles obsolètes contrôlant leur vie. Par la remise en question des mœurs et des règles, les femmes révèlent leur volonté de trouver une identité en cohésion avec leur vision culturelle de la société.

L'évolution de la condition des femmes peut, de ce fait, être traduite comme la clé de voute d'une profonde mutation de la société iranienne. La dichotomie entre une société moderne et l'autoritarisme des « dirigeants [qui] se pensent gardiens d'une tradition alors même que la vague populaire qui les porte résulte d'une révolution mentale modernisatrice¹⁷ » illustre les contrastes présents en Iran. La réceptivité des Iraniens à un nouveau mode de vie témoigne de leur distanciation croissante vis-à-vis des valeurs de la Révolution de 1979 et du gouvernement ainsi que de l'importance de la dimension cognitive des mutations. Ces évolutions en demi-teinte renforcent le mal-être de la population dont la crise identitaire n'a pas été résolue par le gouvernement qui persiste à légitimer le refus de libéraliser la condition des femmes.

¹⁶ ADELKHAH Fariba, *Les paradoxes de l'Iran : idées reçues sur la République islamique*, op.cit., p. 12.

¹⁷ TODD Emmanuel et COURBAGE Youssef, *Le rendez-vous des civilisations*, La République des idées, Éditions du Seuil, 2007, p. 98.

2. Les positions adoptées par le gouvernement iranien envers les femmes : une oscillation constante entre concessions et interdits

L'ambiguïté des postures défendues par le régime iranien et de leurs stratégies de contrôle de la condition des femmes révèle les tensions qui déchirent la société iranienne. À cet égard, il est important de tenir compte de la diversité des centres de pouvoir ainsi que de l'entremêlement des pouvoirs politiques et religieux qui compliquent et retardent l'évolution du statut des Iraniennes, prisonnières de ce système ambivalent.

Le gouvernement, véritable État policier, impose un système étouffant qui asphyxie les aspirations de la société et maintient un climat d'oppression contre ceux contestant le système, afin de conserver le monopole des avancées culturelles. La double légitimité, politique et religieuse, démocratique et autoritaire, du système iranien brouille « la frontière entre ce qui relève simultanément de la loi publique, du droit islamique et de la tradition ¹⁸ ». Cette complexité institutionnelle est une puissante arme de gouvernance permettant au régime iranien de verrouiller son emprise sur la société et joue en faveur des conservateurs du Conseil des gardiens de la Constitution et de la police des mœurs, véritables défenseurs de la parole délivrée par le Guide.

Si la question de la condition des femmes est centrale en Iran c'est qu'elle joue un rôle primordial dans le projet de société musulmane utopique des mollahs qui se sont attribué la définition du rôle qu'y tiendraient les femmes. Les mollahs prétendent être les gardiens de la dignité des femmes et de l'honneur masculin, alors qu'ils ont circonscrit la femme à sa nature sexuée et à l'opportunité de tentation qu'elle représente. Dans leur conception de la société, les Iraniennes incarnent les gardiennes de l'identité du pays, les règles discriminatoires qui leur sont imposées représentent de ce fait le dernier bastion maintenu par la République islamique entre un régime plus islamique que républicain. « Le sort des femmes est donc uni à celui de la république ¹⁹ », ce dont ont conscience les conservateurs qui sont contre la modernisation du statut des femmes afin de garantir le respect de l'autorité patriarcale dans les domaines de la sphère privée et publique et d'éviter toute démocratisation de la société. Ils prétendent qu'une modernisation trop rapide engendrerait désordre et chaos et porterait atteinte à la cohésion et la stabilité nationale et religieuse. Ils décrivent les revendications des

¹⁸ ADELKHAH Fariba, *Les paradoxes de l'Iran : idées reçues sur la République islamique*, op. cit., p. 29.

¹⁹ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, op.cit., p. 100.

femmes comme des transgressions à l'origine des maux contemporains de la société ce qui n'est qu'une manière d'éviter la remise en question de « l'harmonie matrimoniale fondée sur la domination de l'homme ²⁰ ».

La Constitution de la République islamique témoigne de la prévalence du religieux ²¹ sur le politique incarnant l'autorité absolue qui prône l'égalité des sexes « mais la conditionne au respect des préceptes religieux ²² ». La plupart des membres du clergé qui interprètent ces préceptes vont privilégier une vision conservatrice et obscurantiste de l'islam sous prétexte que « Dieu les [femmes] avait privées de certains droits et qu'aucune instance en ce bas monde ne pouvait modifier la chose ²³ ». Dans un pays où le code pénal repose sur l'interprétation de la charia qui légitime leur séparation au nom de la sauvegarde d'une société musulmane vertueuse dépourvue de décadence et de corruption, l'égalité des sexes est illusoire. L'identité religieuse prévaut sur la liberté des femmes dont le devoir est d'élever ses enfants dans le respect de la religion. Or, comme l'avance Chahla Chafiq, la religion est misogyne et repose sur « la hiérarchisation des sexes [qui] offre à l'islamisme la colonne vertébrale d'un ordre fondé sur l'obéissance ²⁴ ».

Cette exploitation du religieux montre bien que le débat sur l'évolution de la condition des femmes est avant tout politique. La définition des droits et des interdits des Iraniennes est une question stratégique exploitée par l'Etat qui adapte son discours en fonction des circonstances politiques comme les périodes électorales ou celles de tensions sociales. Les débats sur la condition des femmes révèlent les divisions au sein du paysage politico-religieux entre les réformateurs qui veulent faire évoluer la société vers une modernisation plus prononcée et les conservateurs qui défendent une identité nationale religieuse dont la perpétuité repose en partie sur des normes restrictives à l'encontre des femmes. Sous la présidence de Hachemi Rafsandjani (1989-1997), la loi sur le divorce est révisée, les femmes

²⁰ *Idem*, « L'islam, les femmes et la citoyenneté », *Pouvoirs*, vol. 104, n°1, 2003, p. 71-84.

²¹ Les articles 4, 8 et 20 de la Constitution traduite par PAPAN-MATIN Firoozeh, *The Constitution of the Islamic Republic of Iran (1989 Edition)*, *Iranian Studies*, 47:1, 2014, p. 159-200.

²² KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, *op. cit.*, p. 78.

²³ HOODFAR Homa et SADR Shadi, « Iran : politiques islamiques et femmes en quête d'égalité », *Cahiers du Genre*, vol. hs 3, n° 3, 2012, p. 47-67.

²⁴ Entretien de CHAFIQ Chahla mené par KACI Mina, « Les intégristes sont obsédés par le corps des femmes », *L'Humanité*, 21/11/2016, disponible sur : <https://www.humanite.fr/chahla-chafiq-les-integristes-sont-obsedes-par-le-corps-des-femmes-618689>

juges réintégrées dans les tribunaux de la famille et le Bureau des affaires des femmes rétabli. Sous Mohammad Khatami (1997-2005), il y a un assouplissement du contrôle de la police des mœurs et « un changement de perception de l'élite réformatrice ²⁵ » par rapport aux capacités des femmes.

Dans l'optique d'atténuer les revendications, le gouvernement autorise l'activité professionnelle des femmes tout en respectant une ségrégation genrée de l'espace public qui conforte la domination patriarcale. Comme l'explique Azadeh Kian-Thiébaud, « la forme et la nature des interactions entre les femmes et les autorités varient selon l'enjeu, le type des revendications et la catégorie des femmes qui les exprime, et le soutien que la population féminine réserve à ces initiatives ²⁶ ». Le pragmatisme du gouvernement est également décrit par Amélie Chelly ²⁷ à travers la priorité donnée à sa crédibilité en s'assurant que la société reste sous l'autorité de la République islamique. Bernard Hourcade considère qu'un des secrets de la longévité du régime réside « dans sa capacité à comprendre ce qui se passe et à être capable par la répression et les compromis de trouver des solutions pour essayer de durer dans le temps ²⁸ ». Une attitude indispensable compte tenu du « décalage entre la présence visible des femmes au sein de la société et leur infériorisation affichée dans les lois ²⁹ ».

Les mesures gouvernementales prises à l'encontre des Iraniennes dépendent aussi des relations internationales entretenues par le pays, la manière dont l'Iran pense son rapport au monde et l'image que le pays veut véhiculer. Ceci est illustré par l'importance des femmes iraniennes présentes dans les instances internationales, importance censée renforcer l'image diplomatique du pays. Avec l'accord sur le nucléaire iranien, le président Hassan Rohani souhaitait attirer des investissements étrangers pour dynamiser l'économie du pays. Il avait également promis d'adopter une politique plus souple envers les femmes ³⁰. Or sa volonté est

²⁵ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, op.cit., p. 96.

²⁶ *Ibid*, p. 231.

²⁷ Entretien réalisé avec Madame CHELLY Amélie, mené le 05 juin 2018.

²⁸ DELORME Florian, intervenants SALAMATIAN Ahmad, HOURCADE Bernard, CHAFIQ Chahla, *Iran : 40 ans de révolution (1/4), Une théocratie qui plie mais ne rompt pas*, France culture, 04/02/2019, 58 min., consulté le 10/02/2019.

²⁹ CHAFIQ Chahla, « L'islamisme à l'épreuve du genre », *Islam politique, sexe et genre: À la lumière de l'expérience iranienne*, op. cit., p. 151-184.

³⁰ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Présidentielle en Iran : les femmes à l'offensive », *The Conversation*, 15/05/2017, disponible sur : <https://theconversation.com/présidentielle-en-iran-les-femmes-a-loffensive-77348>

prise en étau entre deux dynamiques antagonistes, d'un côté son électorat féminin et de l'autre les conservateurs au pouvoir qui peuvent l'évincer s'il va trop loin. La réaction de l'ayatollah Ahmad Jannati, président du conseil des Gardiens, en dit long sur les craintes des conservateurs vis-à-vis de l'ouverture approfondie du pays : « Attention à ce que la question des femmes et de l'égalité des sexes ne soit pas posée demain ! ³¹ ». Le contrôle du statut des femmes incarne donc un enjeu primordial pour les autorités qui pressentent que donner du lest aux femmes pourrait déclencher un mouvement de libéralisation général qui amoindrirait leur champ d'intervention. En effet, l'injustice de leur condition et la violence de leur répression a favorisé la naissance d'une solidarité entre les femmes qui promeuvent leurs droits à plus de liberté et d'autonomie, au grand dam du gouvernement qui n'y est pas imperméable.

3. L'action des femmes en Iran depuis la Révolution de 1979

Le combat des femmes pour leurs droits est antérieur à la Révolution de 1979, mais il va sensiblement muter à partir de ce moment. À travers l'étude des évolutions du mouvement féministe iranien, nous allons cerner les nuances opérées au sein des mentalités, le pouvoir transformatif des femmes sur la société et leur influence grandissante.

Les femmes ont occupé une place centrale dans le mouvement révolutionnaire de 1978-1979, leur participation massive leur a permis de s'imposer « comme nouvelles actrices de changements socio-politiques ³² » et de prendre conscience de leur capacité de contestation qu'elles mettront au profit de leur lutte contre les discriminations et l'hyper-génitalisation dont elles sont victimes. Néanmoins, l'ascension sociale des femmes islamistes, qui avaient « vécu la République islamique comme une percée politique et sociale ³³ », s'avérera illusoire.

L'ébranlement de l'ordre patriarcal dans la cellule familiale est une opportunité pour les femmes de faire connaître leurs revendications grâce à un nouvel élan dans la sphère publique. Les Iraniennes vont alors partir en quête d'une nouvelle définition de leur rôle dans la société défiant la conception archaïque instaurée par les autorités. Qu'elles soient laïques ou

³¹ BEAUGÉ Florence, « Rien n'arrêtera les Iraniennes », *Manière de voir*, décembre 2016/janvier 2017, n°150, p. 24.

³² LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, op. cit., p. 56.

³³ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, op.cit., p. 82.

religieuses, traditionalistes ou réformatrices, rurales ou urbaines, aisées ou de classe moyenne, les femmes ont lutté pour leurs droits, même si ce n'était pas sous la forme d'un mouvement homogène. En effet, même si elles étaient déterminées « à rompre avec les traditions patriarcales et emprunter le chemin qui mène à d'avantage d'émancipation ³⁴ », leurs actions révèlent des stratégies différentes.

Le féminisme islamique s'est traduit par un accaparement du religieux privilégiant une lecture féminine de l'islam qui distingue les pratiques discriminatoires relevant d'un interdit religieux de celles qui reposent sur un interdit social. Elles s'inscrivent de ce fait dans une démarche moderne. La création d'associations religieuses a favorisé la mise en place d'un réseau et d'une plateforme où les femmes mènent le débat et critiquent le système de l'intérieur en s'attaquant aux fondements même utilisés pour légitimer l'injustice de leur condition. Ainsi « la mise en question, par les femmes, de l'autorité masculine a été répandue aux domaines que les autorités pensaient être intouchables ³⁵ ». Cependant les idées avancées diffèrent entre la défense de la complémentarité des hommes et des femmes et leur égalité. Toutefois, le débat prend place au sein d'une instance sacralisée et s'appuie sur un islam essentialisé, il reste donc limité car « essayer de trouver l'égalité dans le coran est illusoire³⁶ ».

Les militantes laïques ont vécu différemment l'instauration de la République islamique : certaines ont quitté le pays, d'autres ont organisé des réunions informelles ou se sont liées à la diaspora iranienne et aux mouvements féministes internationaux afin d'exercer une pression sur le gouvernement, dénoncer les « violations des droits de l'Homme - lapidation, flagellation publique, situation lamentable des femmes dans les tribunaux de la famille - et [...] mettre en doute la capacité de l'islam à traiter les deux sexes de façon égalitaire ³⁷ ». Elles vont dénoncer la « modernité mutilée ³⁸ » de leur condition, car si elles acquièrent plus de libertés, elles restent freinées dans leur quête d'émancipation et doivent se contenter d'une autonomie incomplète, en raison du blocage de l'État envers la démocratisation de la société.

³⁴ LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, op. cit., p. 63.

³⁵ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, op.cit., p. 233.

³⁶ Conférence à l'Iremmo intitulée « Femmes, féministes et islam », avec TAUILL Leila et KIAN-THIÉBAUT Azadeh, donnée le 14/06/2019.

³⁷ HOODFAR Homa et SADR Shadi, op.cit.

³⁸ CHAFIQ Chahla, *Islam politique, sexe et genre : À la lumière de l'expérience iranienne*, op. cit., p. 160.

Leur activité sociale va favoriser la libération de la parole féminine et trouver un relais dans la presse, dont le journal *Zanan Emrooz* de Shahla Sherkat qui a joué un rôle important dans la diffusion d'idées féministes.

À la fin des années 1990, la nouvelle génération de femmes, qui vivent toujours sous l'asservissement d'un système phallocratique, va transcender la dichotomie laïque et islamique pour former une coalition solidaire pour l'égalité. La rédactrice de la revue *Farzaneh*, Mahboubeh Abbasqolizadeh, déclarait en 1994 : « Nous savons que les laïques ne partagent pas nos convictions mais cela ne nous pose aucun problème car nous œuvrons toutes à la promotion du statut de la femme. [...] Nous [militantes islamiques] sommes conscientes que notre sectarisme a abouti à l'isolement de beaucoup de femmes compétentes pendant les premières années de la Révolution et que cet isolement s'est fait au détriment de toutes les femmes.³⁹ »

C'est un tournant qui marque « l'entrée massive des femmes sur la scène sociale ⁴⁰ » et s'exprime en partie via le nombre croissant de femmes se présentant pour les élections présidentielles de 2001. Si aucune d'entre elles ne fut habilitée par le Conseil de surveillance, elles ont toutefois envoyé un message fort à la société en montrant l'inévitabilité de leur ascension. La détermination des femmes prend une tout autre forme en 2006 avec la campagne d'un « million de signatures » pour abroger les lois discriminatoires envers les femmes et changer la Constitution. Cette campagne a instauré un discours sur le droit des femmes dans les sphères sociale et politique. Leur implication dans le Mouvement vert, le soulèvement post-électoral qui a eu lieu en 2009 en réaction à l'annonce de la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, leur a permis de s'imposer dans l'espace public et de revitaliser leur combat civique, en touchant l'ensemble de la société, tout en diffusant leurs revendications et en attirant l'opinion publique iranienne.

Mais ce qui va s'avérer intolérable pour l'État, c'est que les revendications des femmes « comprennent la laïcisation des lois et des institutions, la conciliation de l'islam et de la démocratie, la codification de l'égalité entre hommes et femmes, la limitation de l'intervention que l'Etat et ses lois exercent sur la population en général et les femmes en particulier ⁴¹ ». Transcendant ainsi les questions liées à leur genre et leur condition pour

³⁹ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, op. cit., p. 89.

⁴⁰ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, op.cit., p. 147.

⁴¹ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, op. cit., p. 284.

appeler l'ensemble de la société à évoluer vers un mode de vie qui corresponde à la modernisation du pays. En réclamant « la construction sociale de la laïcité et l'avènement d'un système démocratique qui a pour condition préalable la séparation de la sphère religieuse et politique ⁴² », les femmes questionnent le système et montrent qu'il est faillible.

Mais des obstacles de taille au combat des Iraniennes persistent. Le féminisme est considéré comme un « vestige de l'invasion culturelle occidentale ⁴³ » rendu à priori incompatible avec la société iranienne par les autorités. L'espace social est muselé. Et les femmes subissent une lourde répression (amendes, emprisonnement, intimidation, etc.) pour « atteinte à la sûreté de l'État [...] [ce qui] témoigne du niveau d'inquiétude des autorités en raison de l'influence grandissante sur la scène sociale et politique ⁴⁴ » des femmes et de leur visibilité croissante.

Certes, le mouvement des femmes, de par sa vitalité, peut être considéré comme en constante révolution, mais leur condition n'a pas sensiblement évolué. En effet, les revendications restent inchangées depuis des décennies, ce qui confirme le contrôle strict du régime iranien sur la société et les femmes. Il reste donc difficile pour les femmes de se mobiliser dans un véritable mouvement protestataire. On peut alors se demander en quoi les réseaux sociaux peuvent représenter une stratégie alternative de mobilisation pour les luttes féminines.

⁴² *Ibid*, p. 287.

⁴³ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Mouvements de femmes en Iran : entre l'islam et l'Occident », in Verschuur, C. (ed.), *Vents d'Est, vents d'Ouest : Mouvements de femmes et féminismes anticoloniaux*, Genève : Graduate Institute Publications, 2009, p. 117-128.

⁴⁴ LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, *op. cit.*, p. 80.

Partie II - Les nouvelles possibilités offertes aux femmes par les réseaux sociaux : la naissance du cyberféminisme iranien

1. Le rôle des réseaux sociaux dans la résistance des Iraniennes : catalyseurs de revendication, d'émancipation et de contestation

Les Iraniennes, qui sont à la pointe des mutations sociales et au cœur des paradoxes du pays, vont une fois de plus être à l'avant-garde des changements qui s'opèrent dans leur société. En s'accaparant l'usage des réseaux sociaux, les rapports sociaux et l'activisme des Iraniennes se voient transformés. De plus, cet usage participe à leur autonomisation et à l'appropriation de la définition de leur condition. On étudiera l'implication des réseaux sociaux dans les luttes sociales des féministes iraniennes comme outil de contournement des médias traditionnels censurés.

Internet, cet espace imaginaire de contestations et d'aspirations à plus de droits et de libertés, a intensifié le nombre et l'ampleur des contestations féministes et leur a insufflé un nouvel élan. Les femmes ne sont donc plus seulement présentes dans l'espace public mais s'érigent en protagonistes de changement, productrices de contenu sur Internet et actrices de leur combat vers l'émancipation. Elles se sont emparées de ce nouvel outil qui leur accorde la liberté qui leur est refusée dans les médias traditionnels et entendent le mettre à profit pour dénoncer un système dégradant à leur encontre et transformer la société. Les réseaux sociaux sont donc révolutionnaires pour les Iraniennes car leur utilisation leur permet de déconstruire la culture patriarcale.

Dans une société brimée où toute atteinte à l'ordre établi est réprimée, la liberté d'expression bafouée et les revendications de justice sociale et d'égalité condamnées, Internet apparaît comme un espace à part qui « capture les contradictions, les paradoxes et le dynamisme de la société iranienne mieux que tout autre phénomène de l'Iran actuel ⁴⁵ ». Il brouille les frontières entre espace public et privé pour devenir une sphère de l'entre-deux qui exploite les subtilités des règles de la société et se joue des interdits du régime même s'il en

⁴⁵ KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manochehr, *Iran Today : An encyclopedia of life in the Islamic Republic*, Greenwood Press, 2008, p. 245.

subit les censures. La société iranienne ultra connectée ⁴⁶ y trouve un « espace public virtuel » où les interdits du régime peuvent être contournés, ce dont témoignent les pratiques féminines sur Internet. Fariba Adelkhah décrit en ce sens Internet comme un « espace de négociation avec les autorités ⁴⁷ ».

Les réseaux sociaux s'avèrent être l'un des moyens de communication et de mobilisation les plus importants pour les femmes qui y documentent les problèmes les affectant, non relayés dans les médias traditionnels, à travers les plateformes telles que *Telegram, Instagram, Facebook* utilisées malgré leur censure grâce à l'usage de VPN (Virtual Private Network). Le manque d'échos et la marginalisation des voix féminines dans les médias sont alors contrebalancés par les réseaux sociaux qui s'apparentent à un lieu d'expression publique de substitution. Ils libèrent la voix des femmes là où dans l'espace public tout est fait pour que leur opinion et leurs idées réformatrices ne soient pas entendues.

Les campagnes menées sur les réseaux sociaux vont témoigner de l'activisme des Iraniennes. On peut évoquer les campagnes ⁴⁸ telles que « My Stealthy Freedom » (ma liberté furtive) créée le 3 mai 2014 sur Facebook et suivi par plus d'un million de personnes, « White Wednesdays » (mercredis blancs) où le voile blanc porté les mercredis est le symbole des protestations contre l'obligation de son port depuis mai 2017 et « Walking Unveiled » (marcher non-voilée) initiée au début de l'année 2018. Ces mouvements montrent que les réseaux sociaux sont un espace d'audace qui se traduit en public par des actions concrètes de la part des femmes assumant ne plus vouloir endurer des restrictions désuètes dans une société moderne qui devrait distinguer croyance personnelle et pratiques publiques. Si c'est autour du port du voile que se concentre le combat des femmes, c'est parce qu'il incarne le symbole de la Révolution de 1979, de l'oppression à l'encontre des Iraniennes et cristallise le point de rupture au sein de la société. Les femmes en appellent à la notion de choix personnel sur le port du voile et souhaitent vivre leur propre définition subjective et individualisée de leur genre. Elles n'ont plus peur d'exposer le harcèlement dont elles sont victimes en public par le biais de la diffusion de vidéos dans le cadre du mouvement « My

⁴⁶ En 2017, 49 millions d'Iraniens utilisent Internet selon la définition de la Banque Mondiale, disponible sur <https://ourworldindata.org/internet>.

⁴⁷ DELORME Florian, intervenants ADELKHAH Fariba, AREFI Armin, FOULADVIND Leyla, *Iran : 40 ans de révolution (3/4), Négocier l'émancipation : une lutte sans fin*, France culture, 06/01/19, 58 min., consulté le 09/02/2019.

⁴⁸ C'est la journaliste Masih Alinejad, exilée aux Etats-Unis, qui est à l'initiative de ces campagnes.

camera is my weapon » (ma caméra est mon arme) lancé le 15 avril 2018 sur *Twitter* et *Facebook* par Masih Alinejad. Les Iraniennes ont recours aux réseaux sociaux comme outil de revendications, ils incarnent le nouveau terrain de défiance permettant de critiquer les normes morales et sociales oppressives et les déboires de la police des mœurs en public.

Ces campagnes menées sur Internet ont montré que le cyberactivisme des femmes n'est pas un mouvement marginal ayant comme objectif de déstabiliser la société mais consiste plutôt en une association non-hiérarchisée de personnes qui refusent de voir leur condition cantonnée aux interdits qui incombent à leur genre. Les réseaux sociaux ont donc un rôle majeur dans la création de mouvements socio-politiques et la mise en place d'un réseau de solidarité entre femmes. La possibilité de créer des « sphères publiques en réseau ⁴⁹ » permet à une diversité d'Iraniennes d'échanger et de partager leur histoire, en dépit de leur catégorie sociale, leur croyance ou leur lieu de résidence, sans être affiliées à un mouvement féministe particulier.

Les critiques à l'encontre du caractère décentralisé et virtuel des protestations féminines peuvent être contredites. En effet, les campagnes menées sur Internet se reflètent dans l'espace public, permettent aux femmes d'exprimer une perception individuelle de leur condition qui est instantanément partagée et contournent l'interdiction par le régime d'organiser des mouvements sociaux. Les Iraniennes ont donc trouvé la parade face à l'hypocrisie du régime qui agit selon l'ampleur du mouvement et l'atteinte portée à sa légitimité. Les réseaux sociaux enrichissent ainsi les possibilités de combat des Iraniennes en leur fournissant un espace qui leur donne à chacune une voix, les rassemble et amplifie leurs contestations.

Ils occupent un rôle déterminant dans le processus émancipatoire des Iraniennes qui se réapproprient leur lutte indépendamment du contrôle de l'État. Ils ont donc changé le rapport des Iraniennes à leur combat car elles s'accaparent le discours concernant leur corps et deviennent partie prenante du débat par une prise de parole « par soi pour soi [...] [via] l'ouverture d'un espace des possibles ⁵⁰ ». Les réseaux sociaux, en permettant aux femmes d'exprimer leur subjectivité et leur individualité, redonnent un caractère unique à l'expérience

⁴⁹ TAHMASEBI-BIRGANI Victoria, « Social Media as a Site of Transformative Politics: Iranian Women's Online Contestations », in VAHABZADEH Peyman (dir.), *Iran's struggles for social justice : economics, agency, justice, activism*, Palgrave Macmillan, 2017, p. 185.

⁵⁰ WEIL Armelle, « Vers un militantisme virtuel ? Pratiques et engagement féministe sur Internet », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, n°2, 2017, p. 66-84.

de la femme au lieu de la réduire à un pan uniforme de la société dont le statut est imposé et immuable. Les réseaux sociaux permettent alors de briser les codes qui assujettissent les Iraniennes au bon vouloir du gouvernement et assurent à leurs revendications un tremplin dans la sphère publique. Elles peuvent ainsi déconstruire la féminité autorisée par les religieux en réfutant les interdits qu'on leur impose.

2. Connectivité des réseaux sociaux, une fenêtre ouverte sur le monde pour les Iraniennes

Le cyberféminisme a permis à la dissidence des Iraniennes d'évoluer avec les réseaux sociaux qui ont un rôle pluriel d'importateur de modernité et d'exportateur de revendications internes permettant aux femmes de faire entendre leur voix. Avec l'ouverture sur le monde via Internet et la possibilité de se comparer au reste du monde, nous allons analyser l'interaction des Iraniennes avec le monde et l'influence de la diaspora féminine iranienne dans leur quête de liberté. La société iranienne évolue vers une nouvelle ère, celle du numérique, de l'individualisme et d'une résistance civile plus aventureuse.

De par les nouvelles possibilités offertes par Internet, les Iraniennes peuvent être en contact avec des personnes du monde entier, s'inclure dans le mouvement féministe international, trouver du soutien pour relayer leur combat à l'étranger et ainsi sensibiliser un public plus étendu sur leur lutte et leur situation. Comme le constate Azadeh Kian, la mondialisation a un impact social important sur les Iraniennes qui « voient d'autres choses grâce à internet, et [...] veulent être comme tout le monde ⁵¹ ». En prenant connaissance des modes de vie prônés dans les sociétés occidentales, tant critiquées et diabolisées par les autorités iraniennes, à travers le tableau qui en est fait sur les réseaux sociaux, les Iraniennes ont la possibilité de construire leur opinion sur les clichés qui tendent à opposer de manière dichotomique l'Occident de l'Orient, l'islam du sécularisme, la femme voilée et soumise à celle libérée du voile et séculaire. En effet, loin de vouloir perpétuer cette habitude, « elles

⁵¹ HOODFAR Homa et SADR Shadi, *loc. cit.*

juxtaposent librement des éléments de chacun afin d'articuler leur propre compréhension du genre ⁵² ».

Elles ont également pu prendre conscience que leur situation n'est pas unique car le combat des femmes pour leurs droits est une lutte internationalement partagée. Internet a permis aux Iraniennes de créer un débat avec les mouvements féministes internationaux et d'adopter une approche s'inspirant de ces mouvements dont les pratiques peuvent être plus anciennes et variées afin de créer leur propre forme de militantisme sur Internet.

Le contact avec les réseaux internationaux est une force pour le féminisme iranien car la pression dirigée contre les autorités iraniennes les fait reculer. Cela fut le cas pour la campagne « Stop aux lapidations pour toujours » lancée en 2006 par trois Iraniennes contre la reprise des lapidations en cas d'adultère. L'ampleur du mouvement dans les médias internationaux « conduisit à la formation de grandes coalitions internationales luttant pour faire cesser les violences contre les femmes, commises au nom de la culture et de la religion⁵³ » et montre le pouvoir et la capacité de mobilisation d'Internet.

Internet apparaît dès lors comme un espace transnational au service de l'interaction des mouvements féministes. Mansoureh Shojaee explique en ce sens que le mouvement des femmes iraniennes a pris forme à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays et qualifie le féminisme iranien de « sans frontières ⁵⁴ ». Cette dimension transnationale de l'activisme féminin est déterminante dans la lutte des Iraniennes par le biais notamment de la diaspora féminine iranienne qui est impliquée dans les actions féministes en Iran. La lutte pour l'émancipation des femmes en Iran adopte l'aspect d'une lutte « globale », c'est-à-dire une lutte qui prend place dans le pays mais trouve aussi racine auprès de féministes exilées à l'étranger.

La diaspora iranienne est décrite par Haideh Moghissi comme une « communauté d'émigrés dynamique et hautement politisée ⁵⁵ » qui organise des événements permettant de

⁵² TAHMASEBI-BIRGANI Victoria, « Social Media as a Site of Transformative Politics: Iranian Women's Online Contestations », *op. cit.*, p. 189.

⁵³ HOODFAR Homa et SADR Shadi, *op. cit.*

⁵⁴ SHOJAEI Mansoureh, « Women's voices: The journey towards cyberfeminism in Iran », ISS Working Papers - General vol. 621, International Institute of Social Studies of Erasmus University Rotterdam (ISS), The Hague, 2016, p. 14.

⁵⁵ MOGHISSI Haideh, « Émigré Iranian Feminism and the Construction of Muslim Women », in A. Heitlinger (dir.) *Émigré Feminism: Transnational Perspective*, University of Toronto Press, 1999, p. 189.

donner une visibilité internationale au combat pour les droits des femmes en Iran. Au début des années 2000, les Iraniennes forcées à l'exil en raison des répressions qu'elles subissaient en Iran vont développer un lien avec celles restées au pays via des blogs où elles partagent leurs idées à propos de sujets aussi variés que la politique, la religion, les normes culturelles, etc. Vers l'année 2007, elles vont favoriser les réseaux sociaux tels que *Twitter*, *Youtube* et *Facebook* qui représentent un moyen de poursuivre leur combat, de se montrer solidaire avec leurs compatriotes et de raviver la lutte féministe lorsque cela s'avère trop dangereux pour les Iraniennes d'assumer leur dissidence à l'intérieur du pays. Les femmes iraniennes de la diaspora jouent un rôle clé dans « la sensibilisation de la communauté internationale, la mobilisation de la pression internationale contre les violations des droits des femmes en Iran, l'envoi de littérature et la fourniture à des militantes en Iran de documents et d'ouvrages publiés à l'étranger ⁵⁶ ».

Les campagnes lancées par l'Iranienne Masih Alinejad, exilée aux Etats-Unis, mettent en exergue l'activité de la diaspora féminine iranienne. Un autre exemple appuie l'action menée par la diaspora iranienne : celui de la répression du Mouvement vert de 2009, où « grâce au relais assuré par la diaspora via les nouveaux médias sociaux, la contestation iranienne post-électorale de juin 2009 a attiré l'attention de la communauté internationale, bénéficiant d'une couverture par les grandes chaînes satellitaires telles que *CNN*, *BBC* ou *Aljazeera* ⁵⁷ ». Suite à l'interdiction des journalistes étrangers de filmer les manifestations et au blocage du réseau téléphonique par les autorités, la diaspora a joué un rôle central de commutateur entre la presse internationale et les informations relayées par les Iraniennes sur les réseaux sociaux. Cette situation témoigne également d'un autre phénomène où les internautes iraniens se muent en journalistes citoyens qui montrent les actes et les décisions du gouvernement en les filmant sur leur téléphone et les partageant sur divers réseaux sociaux.

Toutefois, Nayereh Tohidi émet certaines réserves quant aux effets de l'implication de la diaspora iranienne sur le combat des femmes en Iran. La diaspora féminine iranienne n'est pas un ensemble homogène, la plupart des femmes sont progressistes, nationalistes et laïques tandis que d'autres sont monarchistes, conservatrices, laïques et nostalgiques de la période du shah d'Iran. Les Iraniennes se retrouvent parfois confrontées à des divergences de point de

⁵⁶ TOHIDI Nayereh, « The Women's Movement and Feminism in Iran: A Glocal Perspective », in Amrita Basu (dir.), *Women's Movements in the Global Era*. Boulder, CO: Westview Press, 2010, p. 375-414.

⁵⁷ ZIAEI Hanieh, « L'espace virtuel iranien : résistance et mobilisation », *Tumultes*, vol. 38-39, n° 1, 2012, p. 201-212.

vue qui les détournent de leurs intérêts premiers, c'est-à-dire gagner en autonomie et en droit. Les relations avec la diaspora sont, de plus, dénoncées par le régime iranien comme une menace à la sécurité nationale en raison de ses conséquences nuisibles envers le régime. Dans le contexte actuel, la diaspora iranienne vivant aux Etats-Unis est particulièrement visée par ces attaques et l'hostilité croissante entre les deux pays ne fait que raviver ce sentiment. Les rapports des Iraniennes avec les réseaux féministes internationaux font donc l'objet de la paranoïa du régime iranien, ce qui place les Iraniennes dans une impasse.

La lutte des Iraniennes n'est donc pas limitée géographiquement à leur pays mais trouve une répercussion mondiale à travers les femmes de la diaspora iranienne. Cette particularité leur permet de faire évoluer leur idéologie, leur pragmatisme, leur ouverture d'esprit et leur conscience des droits qui leur sont dus.

3. Prise de pouvoir des Iraniennes à travers l'espace numérique : une revanche sur leur condition aux conséquences non négligeables pour le pays

Internet a modernisé la société iranienne en transformant l'histoire sociale du pays par le biais des réseaux sociaux qui, en plus d'affecter les moyens de communication, ont des répercussions sur les modes de vie de la population, les modèles de représentation de l'individu, les formes de socialisation et d'association ainsi que sur leur portée. Le cyberspace est un instrument unique qui a accordé aux femmes la possibilité de transcender les interdits de la société et d'y instiller un élan révolutionnaire. Les réseaux sociaux dynamisent la société. Ils ont un impact médiatique, politique, social et économique favorable à la condition des Iraniennes. Le combat et le statut des femmes évoluent donc en adéquation avec les mutations de la société, dont l'usage généralisé d'Internet.

« La montée de la culture Internet est un développement important ayant des implications économiques, sociales et politiques importantes.⁵⁸ » Internet ne reproduit pas le système genré inégalitaire de la société iranienne et met sur un pied d'égalité ses utilisateurs. La liberté offerte par Internet répond aux aspirations de la société iranienne désirant « une

⁵⁸ KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manochehr, *op. cit.*, p. 245.

plus grande liberté individuelle et un espace public libéré de l'emprise de l'État [...] La société réclame d'être autonome, d'avoir un espace pour exercer cette autonomie et, par-dessus tout, de bénéficier d'un système qui la protège de l'action arbitraire de l'État ⁵⁹ ». Les réseaux sociaux permettent aux femmes d'agir en adéquation avec leur mentalité et répondent à leur volonté de dénoncer les normes archaïques relatives à leur place dans la société. Dans cette période de transition pour la société iranienne, les pratiques sur Internet sont l'expression d'une jeunesse féminine en quête de liberté et d'identité dans une société fermée et sous surveillance.

Cette aspiration à l'évolution de la société se retrouve dans les récentes pratiques amoureuses sur les réseaux sociaux qui permettent de créer de nouvelles formes de sociabilité et de développer une certaine intimité avec l'autre sexe. On constate une évolution de la drague avec le passage d'une ère des boulettes de papier échangées discrètement dans les taxis aux DMs ⁶⁰ reçus sur Instagram où il est plus facile d'entretenir des relations amoureuses en se déroband au contrôle des autorités et de la famille. Ces comportements virtuels trouvent un écho grandissant dans l'espace public où désormais il n'est pas rare de voir des couples se tenir par la main.

La solidarité affichée par certains hommes au combat des femmes contre le port du voile témoigne de cette volonté de changement partagée par une majorité de la population. Dans le cadre du mouvement « My Stealthy Freedom » des Iraniens ont posté des images d'eux voilés pour dénoncer la politique inégalitaire contre les femmes et lutter en faveur d'une politique de libéralisation des mœurs. De plus en plus d'Iraniens partagent ce désir de mettre en place une société plus égalitaire et libérale. La montée en puissance des femmes dans l'espace numérique, où leur visibilité est déjà une forme de résistance, prouve que la société iranienne entend poursuivre sur la voie d'un renouvellement des normes culturelles du pays.

L'entremêlement et la confusion entre sphère privée et publique dans le cyberspace et les relations qui y sont entretenues par la société iranienne confèrent à Internet l'image d'un espace public alternatif permettant de renverser les rapports sociaux imposés par le régime. Internet incarne une parade gênant les autorités qui essaient de « contrôler et de censurer même s'ils ne peuvent rien faire contre l'utilisation massive des réseaux sociaux ⁶¹ ».

⁵⁹ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, op. cit., p. 159.

⁶⁰ Abréviation pour « *Direct Messages* ».

⁶¹ Entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019.

Les autorités ont pris conscience de l'objet de dissidence qu'Internet offre à la population. Le président Ahmadinejad va être le premier à s'y attaquer en interdisant *Twitter*. En 2011, le FATA, la cyberpolice de l'espace de production et d'échange d'informations est créée. La même année est lancée *Cafe Bazaar*, la substitution orthodoxe de *Google play* qui propose des applications conformes au desiderata des autorités. En 2012, le Conseil suprême de l'espace virtuel est mis en place. En 2016, le projet d'un Internet national « halal » voit le jour sous le nom de *Réseau national d'information*. Cet Internet « purifié » permet de reproduire les mêmes interdits existants dans la vie réelle. Leurs objectifs sont simples : garder sous contrôle la boîte de Pandore que représente Internet et éviter la création d'une société civile indépendante sur Internet en limitant l'accès aux sites dont le contenu serait jugé immoral ou obscène.

En réaction aux révoltes de janvier 2018 et au souvenir de l'instrumentalisation des réseaux sociaux lors du Mouvement vert en 2009, le régime développe des réseaux sociaux nationaux visant à limiter l'usage de ceux étrangers non contrôlés, tels que *Soroush*, la substitution de la messagerie *Telegram* et *Lenzor*, censé remplacer *Instagram*. Certes, le gouvernement s'est amélioré dans sa capacité à censurer et à surveiller Internet, comme l'ont prouvé l'interdiction de la plupart des réseaux sociaux étrangers, le contrôle du débit Internet et l'arrestation d'Internaute. Toutefois, il n'est pas encore en mesure d'espionner la société comme il le souhaite. Ces dispositions visent à empêcher les femmes d'exploiter le potentiel politique d'Internet, l'un des derniers espaces de liberté en Iran.

À travers leur compte sur les réseaux sociaux, les Iraniennes s'octroient un rôle et une place dans cet espace virtuel. Certaines vont d'ailleurs en faire une source de revenus comme les influenceuses sur Instagram ou les auto-entrepreneuses qui y font de la vente en ligne ⁶². Certaines femmes étant forcées de rester au foyer en raison d'obligations culturelles et familiales, Instagram propose donc une alternative à ces femmes qui souhaitent être indépendantes financièrement et ne veulent pas être réduites à une existence qui se limite à la sphère privée. En créant une entreprise en ligne à moindre coût, les Iraniennes peuvent développer un réseau de clients sans devoir se plier aux normes sociales de la sphère publique ce qui participe activement à leur émancipation et valorise leur estime de soi. Si Instagram

⁶² Avec par exemple Aida Pooryanasab qui vend des bijoux et de l'alimentation (500 000 abonnés), Maryam Moqisé qui vend des bijoux faits mains sur mesure (100 000 abonnés) et Aryam Sinaiee qui propose des plats et des recettes (2700 abonnés).

venait à être interdit par le gouvernement, cela impacterait sensiblement cette frange féminine d'Internautes qui a misé sur les opportunités économiques offertes par Internet.

Ainsi, Internet contribue à la justice sociale en Iran en reflétant les nouvelles réalités du XXI^{ème} siècle présentes dans la société iranienne et ce ne sont que « les exemples les plus visibles de la manière dont la culture Internet a introduit des transformations de la société iranienne qui pourraient se révéler irréversibles ⁶³ ».

Nous allons voir que l'indicateur économique est également un élément central quant à l'évolution de la condition des femmes en Iran. En effet, pour comprendre l'état de la société et les décisions du gouvernement iranien, il est primordial de s'intéresser à ce que révèle l'indicateur économique. On verra que la situation économique du pays influe sur la lutte contre le radicalisme et la modernisation de la société. L'enchaînement des périodes de sanctions internationales et de levée des sanctions expose les implications de l'intégration de l'Iran à la mondialisation et ses répercussions sur la condition des femmes.

⁶³ KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manochehr, *op. cit.*, p. 250.

Partie III - Entre sanctions internationales et accord sur le nucléaire iranien : l'importance de l'indicateur économique pour comprendre les évolutions de la condition des femmes en Iran

1. Sous les différentes périodes de sanctions depuis 1979, quelles opportunités s'offrent aux Iraniennes ?

L'étude genrée des impacts des diverses périodes de sanctions économiques à l'encontre de l'Iran depuis 1979 va nous permettre d'analyser les opportunités et les défis qui s'offrent aux Iraniennes dans le secteur économique. L'intérêt de cette partie sera de s'attarder sur l'importance de l'impact social de l'indicateur économique et surtout sur les dispositions prises par une économie rentière concernant les dynamiques de genre.

Depuis la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis en Iran, le 4 novembre 1979, les sanctions économiques ont été l'instrument privilégié des puissances occidentales pour punir le pays. De 2005 à 2012, les sanctions économiques commerciales et l'embargo sur le pétrole imposés par les États-Unis, l'Union européenne ainsi que l'ONU condamnent l'enrichissement en uranium par la République islamique ce qui marque le début d'une récession et d'une baisse de la croissance pour l'économie iranienne, dépendante de la rente pétrolière. En plus de subir « la malédiction de l'or noir ⁶⁴ », l'économie de la République islamique est sous le carcan de l'État avec plus de 80 % du PIB du pays qui dépend des secteurs public et parapublic. Les sanctions économiques vont sévèrement toucher la population iranienne, en particulier les femmes qui représentent l'une des franges les plus fragiles de la société en raison de leur statut social et de leur faible pouvoir économique.

Dans un pays patriarcal où l'homme est la figure dominante chargée de subvenir aux besoins de la famille, cette conjoncture économique va bouleverser la place des femmes dans le secteur économique. Il est important de distinguer le secteur privé, relativement dépourvu de contraintes relatives au genre, du secteur public, dominé par les interdits imposés par les autorités, ce qui influence la participation économique des femmes.

⁶⁴ KHAVAND Fereydoun, « L'économie iranienne dans la tourmente », *Esprit*, vol. juin, n° 6, 2012, p. 101-116.

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte dans l'insertion des femmes dans le monde du travail, notamment le nombre croissant de femmes diplômées, le développement d'une société de consommation et « les difficultés économiques, récurrentes depuis la révolution, [qui] ont facilité leur entrée sur le marché du travail, notamment informel, une deuxième source de revenus s'avérant souvent nécessaire dans les ménages. Et paradoxalement, la ségrégation des sexes dans certains lieux publics ou dans certaines professions a créé des emplois réservés aux femmes, et donc favorisé leur intégration sociale.⁶⁵ »

Une enquête de terrain, menée en 2014 par Thierry Coville et Mehrdad Vahabi, démontre que le secteur privé est favorisé par « certaines femmes, refusant les contraintes d'un emploi dans le secteur public (notamment le respect très strict du code vestimentaire islamique) [...] Le secteur privé iranien, composé essentiellement d'entreprises familiales, aurait ainsi joué un rôle de « rempart » pour les femmes [...] face à un ordre moral perçu comme intrusif ⁶⁶ ». En effet, les entreprises familiales sont plus d'un million et emploient 84% de femmes selon une étude menée par Azadeh Kian-Thiébaud ⁶⁷ auprès de 10 350 femmes âgées de plus de 15 ans. De plus, les familles se sont modernisées donc elles privilégient « une vision « moderne » de l'activité économique ⁶⁸ » qui ne reproduit pas, ou du moins pas autant, les normes sexuées.

Cette forte participation économique des femmes dans le secteur informel a plusieurs explications. Elle s'explique en raison des stratégies du régime après la Révolution qui favorisaient le travail indépendant ce qui a développé ce secteur et ont créé « un environnement économique et du marché du travail qui ne favorise pas l'incorporation de la main-d'œuvre féminine ⁶⁹ ». Il faut aussi prendre en compte les considérations des conservateurs qui « estiment que le travail des femmes à l'extérieur du foyer ne doit être

⁶⁵ ADELKHAH Fariba, *Les paradoxes de l'Iran : idées reçues sur la République islamique*, op.cit., p. 134.

⁶⁶ VAHABI Mehrdad et COVILLE Thierry, « L'économie politique de la République islamique d'Iran », *Revue internationale des études du développement*, vol. 229, n°1, 2017, p. 11-31.

⁶⁷ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Gender Social Relations and the Challenge of Women's Employment », *in Middle East Critique*, vol. 23, 2014, p. 333-347.

⁶⁸ BOURGEOT Rémi et COVILLE Thierry, « L'Iran : quelle politique économique face aux sanctions ? », *Iris*, 05/06/2018, disponible sur : <https://www.iris-france.org/113961-liran-quelle-politique-economique-face-aux-sanctions/>

⁶⁹ MOGHADAM Valentine M., « Iranian Women, Work, and the Gender Regime », *Cairo Review of Global Affairs*, n°29, Spring 2018, disponible sur : <https://www.thecaireview.com/essays/iranian-women-work-and-the-gender-regime/>

autorisé que s'il s'avère nécessaire pour la survie de la famille et à condition d'être au service exclusif de la population féminine ⁷⁰ ». De plus, « la crise économique et le manque d'opportunités d'emploi dans le secteur formel ont poussé un nombre croissant de femmes à chercher du travail dans le secteur informel, bien que les statistiques officielles ne tiennent pas compte de leurs activités ⁷¹ ». En effet, les chiffres délivrés par le Centre statistique d'Iran ⁷² concernant la période du 21 mars 2014 au 19 mars 2015 incluent uniquement l'économie formelle et mettent en exergue l'écart entre le taux de participation économique des hommes et des femmes âgés de 10 ans et plus, avec seulement de 12 % pour les femmes contre 62,5 % pour les hommes, alors que la population féminine représente presque la moitié de la population iranienne.

Il ne faut donc pas se référer aux simples données du gouvernement car les Iraniennes sont bien présentes dans l'économie informelle qui leur donne la possibilité d'être indépendantes économiquement à travers l'exercice d'un emploi. Toutefois, le revers de cette participation des femmes au secteur économique informel réside dans le fait qu'elles se retrouvent souvent confinées à la sphère privée et écartées des postes décisionnels. Leur travail n'est pas valorisé ni reconnu car elles ne sont pas perçues comme de réelles employées. À cela s'ajoute la précarité de leur statut dans le secteur informel car elles disposent peu souvent d'un contrat de travail ou d'une couverture sociale. Les métiers qu'elles occupent dans le secteur informel sont assez divers. Il peut être question d'entreprises de beauté et de vêtements à domicile, ou bien consister à la confection et la vente de bijoux et de repas, ou encore être en lien avec la proposition de tutorat ou de conseils dans différents domaines.

La participation des femmes à la vie économique, devenue indispensable, permet alors de faire prendre conscience à la société du potentiel économique que représentent les femmes. L'impact social de l'activité croissante des femmes dans le secteur économique, également marqué par les normes islamiques, est donc non négligeable sur l'ensemble de la société. L'activité économique des femmes n'est pas seulement bénéfique pour leur indépendance, leur insertion dans la société et leur prise de confiance, mais recèle surtout une importance

⁷⁰ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Présidentielle en Iran : les femmes à l'offensive », *loc. cit.*

⁷¹ *Idem*, « Gender Social Relations and the Challenge of Women's Employment », *op. cit.*

⁷² Statistical Center of Iran, A Selection of Labor Force Survey Results, disponible sur : <https://www.amar.org.ir/english/Statistics-by-Topic/Labor-force>

capitale dans « la transformation des relations de genre ⁷³ » qui tendent à être moins inégalitaires. En effet, en période de crise économique la République islamique s'adapte en prenant conscience des réalités sociétales, ce qui se traduit par des entreprises plus enclines à favoriser les compétences de l'individu plutôt que son genre. Cette rationalisation de la société favorise donc la réduction des inégalités de genre dans le monde du travail qui retranscrit les règles religieuses conservatrices délimitant les activités de la femme à sa capacité à remplir son devoir de mère et d'épouse.

Par ailleurs, d'une certaine manière les sanctions économiques à l'encontre des exportations de pétrole peuvent participer à mettre fin à la division sexuelle qui règne dans le marché du travail iranien. En effet, avec 80% des revenus de l'État iranien qui reposent sur les hydrocarbures, l'Iran entre dans la catégorie des pays où il existe un lien entre la nature dictatoriale du régime et son économie fondée sur la rente pétrolière ⁷⁴. Paradoxalement, en étant obligé de se détourner du pétrole contrôlé en majeure partie par des entreprises d'Etat, le pays va devoir diversifier ses sources de revenus et sera contraint de prendre en considération le potentiel économique non utilisé que représentent les femmes.

2. La condition des femmes sous l'accord de Vienne de 2015 et son éventuelle évolution sans le retrait des Etats-Unis

La courte période où l'accord de Vienne a été effectif et respecté a représenté autant d'espoirs que de désillusions pour les Iraniennes. À travers l'analyse de cette période, nous veillerons à exposer les liens entre la condition des femmes en Iran et la politique étrangère du pays. À l'exception faite des retombées diplomatiques, économiques et politiques de l'accord, nous allons nous intéresser aux incidences sociétales de l'accord et plus particulièrement à ses conséquences sur la participation économique des Iraniennes.

L'accord sur le nucléaire iranien conclu le 14 juillet 2015 avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Allemagne et l'Union européenne a

⁷³ KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Genre, travail et politique en Iran », Bulletin de l'association de géographes français, 94-4, 2017, p. 600-613.

⁷⁴ COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, op. cit., p. 177.

marqué un tournant dans l'histoire de la République islamique d'Iran. Ce projet a été défendu par le président Hassan Rohani comme une réelle opportunité pour le pays. Il avait pour ambition d'attirer les investissements étrangers afin de diversifier l'économie et avoir plus d'influence dans les principales instances internationales en contrepartie de l'arrêt du programme nucléaire iranien, d'un accès libre aux installations iraniennes pour l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la levée partielle des sanctions économiques.

Le président Hassan Rohani est connu pour ses positions réformatrices envers les femmes. « En 2013, il a déclaré qu'il ouvrirait la sphère sociale et politique aux femmes. En 2014, il est allé jusqu'à critiquer la discrimination entre les sexes et à promouvoir l'égalité ⁷⁵ ». Lors d'un entretien avec Thierry Coville, il a été souligné que la condition des Iraniennes est liée à la situation politique interne du pays. On peut donc percevoir l'accord de Vienne, qui s'inscrit dans le second mandat du président Rohani, comme une volonté d'améliorer de manière sous-jacente la condition des femmes dans le monde du travail sans que cela ne soit bloqué par les conservateurs présents au Conseil des gardiens, qui interprète les lois islamiques et a un droit de veto.

L'accord sur le nucléaire a permis au PIB de l'Iran de connaître une croissance de 12,5 % en 2016 selon le Fonds monétaire international et ce grâce à la progression des exportations pétrolières, à la stabilisation de la monnaie et à la maîtrise de l'inflation. En accord avec la modernisation de la société, le gouvernement semblait prêt à minimiser le fossé qui le sépare de la société en libéralisant l'économie et en s'ouvrant au commerce mondial. En effet, « cet accord [...] avait suscité de très grands espoirs au sein d'une grande partie de la population iranienne aspirant à la « normalisation » du pays sur la scène internationale.⁷⁶ » La période de l'accord, si elle fut courte, permit néanmoins d'insuffler un vent de changement dans la société et un air de modernité favorable aux droits des femmes.

En ce sens, le ministre du Travail Ali Rabiei a déclaré que « les investissements devaient se concentrer sur des secteurs qui placent les femmes comme contributrices de

⁷⁵ DAVACHI Azadeh, « What Iranian women want : rights, jobs and a seat at the table », The Conversation, 24/05/2017, disponible sur : <https://theconversation.com/what-iranian-women-want-rights-jobs-and-a-seat-at-the-table-77633>

⁷⁶ KHAVAND Fereydoun, « Retour des sanctions américaines contre l'Iran : de lourds enjeux politiques et économiques », Areion24 News, 17/01/2019, disponible sur : <https://www.areion24.news/2019/01/17/retour-des-sanctions-americaaines-contre-liran-de-lourds-enjeux-politiques-et-economiques/>

l'économie nationale ⁷⁷ ». Alors que les propos de Shahindokht Molaverdi, la vice-présidente des Femmes et des Affaires familiales, dénoncent le problème en s'attaquant de manière plus directe à son origine : « Les disparités entre les sexes sur le marché du travail se manifestent plus que jamais et nous devons assurer un équilibre entre les sexes.⁷⁸ » On peut y voir une certaine prise de conscience de la part des dirigeants politiques de la nécessité d'impliquer les femmes dans le développement économique durable du pays, même si certains limitent cette participation aux femmes dont les valeurs sont islamiques. Or, comme l'exprime l'anthropologue Ziba Mir-Hosseini lors d'un entretien pour Radio Farda, « les politiques de genre de la République islamique n'offrent pas aux filles l'égalité des chances sur le marché du travail ⁷⁹ ». De plus, les lois du travail qui protègent les femmes et promeuvent l'égalité des sexes, tel que l'article 38 de la législation du travail interdisant les mesures discriminatoires fondées sur l'âge, le sexe, la race, l'appartenance ethnique, les convictions politiques et religieuses, ne sont malheureusement pas respectées.

Leila Alikarami déclare en ce sens que « le taux de chômage des femmes diplômées de l'université est de 65,5%, ce qui signifie que 3 476 000 Iraniennes diplômées d'université ne jouent aucun rôle dans l'économie du pays ⁸⁰ ». Un changement en profondeur de la culture patriarcale en Iran est donc nécessaire pour permettre au pays de connaître une croissance économique durable. Une étude menée par Human Rights Watch ⁸¹, publiée en 2017, expose les comportements sexistes à l'encontre des femmes dans le milieu du travail, que ce soit concernant les métiers à responsabilité, le salaire ou la grossesse des employées alors même qu'elles subissent la pression du gouvernement à travers une campagne promouvant la natalité lancée en 2014.

⁷⁷ « Development Policies Should Bring Women on Board » Financial Tribune, 22/07/15, disponible sur : <https://financialtribune.com/articles/people/21708/development-policies-should-bring-women-on-board>

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ « Women's Unemployment In Iran Twice That Of Men », *Spotlight On Iran*, Radio Farda, 17/08/2017, disponible sur : <https://en.radiofarda.com/a/iran-women-unemployment-twice/28681903.html>

⁸⁰ ALIKARAMI Leila, « *Women and Iranian economy – Where is the place of women in Iran's economy? Issue: Economy* », June 2016, consulté le 23 décembre 2018, disponible sur http://www.ihrr.org/ihrr_article/economy-en-women-and-iranian-economy-where-is-the-place-of-women-in-irans-economy/

⁸¹ SEPEHRI FAR Tara, « It's a Men's Club », *Discrimination Against Women in Iran's Job Market*, Human Rights Watch, 25/05/2017, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2017/05/25/its-mens-club/discrimination-against-women-irans-job-market>

En raison de la courte période où l'accord a été pleinement effectif, du manque de données et de recul, il est compliqué de savoir quels ont été les impacts de l'accord sur la condition des femmes en Iran. L'accord de Vienne a néanmoins incarné la volonté du pays de s'intégrer au monde en privilégiant une dynamique de négociation avec les puissances étrangères. On peut donc penser que si l'accord avait persisté et que des effets positifs avaient commencé à se faire sentir sur la population, le président Hassan Rohani aurait pu essayer cette stratégie de négociation et de compromis avec les « durs » du régime pour faire valoir des idées moins traditionalistes concernant la condition des femmes jusqu'à la fin de son deuxième mandat.

En effet, il est intéressant de se demander comment la situation aurait évolué pour les Iraniennes sans la sortie des Etats-Unis de l'accord de Vienne. Le scénario aurait pu être différent pour les Iraniennes d'après Thierry Coville, « les femmes éduquées auraient bénéficié d'une situation économique plus favorable, politiquement Hassan Rohani aurait prouvé la réussite de sa stratégie avec une situation économique meilleure pour le pays, ce qui lui aurait donné du crédit politique en interne. Il aurait pu alors faire plus que ce qu'il n'a pas fait ⁸² ».

Des changements progressifs auraient donc eu lieu et les femmes en auraient profité. Toutefois il ne faut pas penser que la situation aurait évolué drastiquement. Le système politique est strictement contrôlé donc il est difficile de faire voter des lois en faveur d'une libéralisation plus prononcée. Néanmoins, sur le long terme, le rapport de force aurait été en faveur des modérés avec l'accord de Vienne qui aurait instauré un climat de prospérité propice à un assouplissement de certaines règles. Les revendications des femmes auraient sans doute rencontré plus d'échos auprès du gouvernement car elles auraient été plus en adéquation avec la situation du pays. Les mutations, une fois initiées par le haut, auraient entraîné des conséquences immédiates sur la société comblant ainsi un manque.

Toutefois il y aurait eu un risque que les conservateurs, au vu des changements opérés au sein de la société, invoquent la mise en danger de la société iranienne musulmane et dénoncent un complot des puissances occidentales visant à transformer la société iranienne de l'intérieur. Ce constat aurait pu alors conduire les mouvances religieuses et politiques les plus traditionalistes à mener une campagne idéologique conservatrice. Mais, il aurait peut-être été trop tard pour inciter un retour en arrière alors que les avancées des mœurs sociétales auraient

⁸² Entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019.

pris leur essor dans les mentalités. Cela reste cependant une supposition bien illusoire dans le contexte actuel où le pays est maintenu dans un état de crise par les puissances extérieures ainsi que par le gouvernement iranien lui-même.

3. Avec le retour des sanctions, quel avenir peut-on espérer pour la condition des Iraniennes ?

La déclaration officielle du retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire et de la reprise de sanctions économiques par le président Donald Trump, le 8 mai 2018, annoncent une nouvelle période sombre pour la République islamique d'Iran. En cette période de crise économique et avec les tensions géopolitiques qui en découlent, la question de la condition des femmes n'est clairement pas perçue comme une priorité pour le gouvernement, elle a donc été mise de côté, voire a fait l'objet d'un regain de sectarisme par les plus traditionalistes.

Expression d'un profond malaise de la société, les manifestations qui ont eu lieu en fin de l'année 2017 et au début de l'année 2018 dénoncent le régime et son système clientéliste corrompu. Ces mécontentements montrent que le pays se trouve dans une impasse. La société qui subit une situation de plus en plus étouffante souhaite une amélioration de ses conditions de vie comme cela leur a été promis par le président Rohani. Le gouvernement a, de ce fait, perdu sa légitimité sans toutefois risqué d'être renversé par la population qui n'en a pas les moyens et n'a pour l'instant aucune alternative politique au régime actuel. Même si les Iraniens se contentent d'une absence de chaos total, cette situation va entraîner des bouleversements au niveau politique et différents scénarios sont à prévoir.

Dans un contexte géopolitique très intense où la République islamique se retrouve sous pression, il est possible que le régime ne soit pas en position de refuser les demandes de libéralisation de la société et doive lâcher du lest afin de réduire la pression subie par la population. Il est néanmoins plus probable que la désillusion de la société et la résurgence des tensions face à l'échec de la stratégie du président Rohani favorisent le camp des conservateurs à la prochaine présidence en 2021. La position opposée à l'ouverture du pays se verra alors consolidée. D'après les propos de Thierry Coville, « le contexte international et économique a conduit Rohani à reculer sur ces questions et ses adversaires à avancer. La

politique américaine renforce le camp de ceux qui veulent réprimer en Iran, la question des droits de l'Homme et des femmes passent de ce fait à la trappe. Il y a un renforcement des « durs » en Iran qui n'est pas terminé, les gens sont déçus et ne vont pas soutenir le président Rohani ⁸³ ».

Il y a de fortes chances pour que cette situation alimente le ressentiment des Iraniens contre les puissances occidentales qui n'ont pas respecté leur engagement et ne sont pas capables de proposer des solutions à la politique unilatéraliste des Etats-Unis. La montée des tensions socio-économiques risque de rassembler la population contre l'extérieur même si l'incapacité du gouvernement à établir un système économique viable ne sera pas oubliée. Thierry Coville met en avant cette double origine du mécontentement de la population : « L'Iran est un pays nationaliste, il y a un sentiment d'injustice face à la situation actuelle. Même si la population n'est pas d'accord avec le régime politique, il y a une partie d'entre elle qui est anti-américaine et soutient les « durs ». Dans cette situation, il peut y avoir un mouvement de ralliement au camp des « durs » ce qui affaiblirait les modérés.⁸⁴ »

Face à cette perte de contrôle du gouvernement sur la situation économique, c'est sur les femmes qu'il va déployer une emprise abusive. Le gouvernement n'entend pas laisser entrevoir une once de relâchement mais bien au contraire exprimer sa résignation à maintenir les normes sociétales. Pour le chercheur Thierry Coville, cette stratégie est « une manière de poser les jalons et de faire peur ⁸⁵ ». Cette position renforce le déséquilibre entre hommes et femmes qui repose sur l'essentialisation des différences basée sur le genre et leur complémentarité. De ce déséquilibre découle tout un système inégalitaire qui affecte les opportunités, les choix et l'existence de l'individu en Iran. La valorisation de ce modèle apparaîtra comme le dernier rempart au chaos qui règne au sein de l'économie et des relations internationales du pays afin qu'il ne s'étende pas à la société où le respect des normes religieuses doit être préservé.

Ce durcissement qui a pour objectif de montrer que la République islamique d'Iran tient les rênes et reste aux commandes de la destinée du pays, n'est pas un comportement nouveau.

⁸³ Entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

En 2009, Ali Rastbeen évoquait l'intensification des « pressions sécuritaires et sociales ⁸⁶ » du gouvernement en période de tensions économiques. Il ne faut pas oublier que si les modes de vie défendus par le gouvernement iranien sont considérés comme dépassés par la plupart des Iraniens, le pays est extrêmement influent dans la région du Moyen-Orient et est donc très attentif à l'image qu'il reflète à l'étranger notamment par rapport au contrôle qu'il maintient sur sa société.

La société est donc la première à subir les conséquences des sanctions internationales et non pas l'État qui les instrumentalise afin de justifier sa politique coercitive qui empêche toute réforme libérale et lui permet d'invoquer l'état d'urgence et la menace d'une guerre pour réprimer l'opposition. Les sanctions ont donc un impact contre-productif sur la société qui se traduit également par l'intransigeance des conservateurs au pouvoir qui, sous prétexte que le pays est menacé, vont réprimer la population et condamner les militantes féministes de « collusion en vue de nuire à la sécurité nationale ⁸⁷ » et « [d']acte de propagande contre l'Etat ⁸⁸ » comme cela a récemment été le cas pour l'avocate des droits de l'Homme, Nasrin Sotoudeh. Les groupes sociaux les plus ouverts sur le monde se voient donc particulièrement fragilisés, on peut alors parler d'une précarisation des mutations sociales concernant les femmes en Iran. Les femmes pourraient en effet être moins enclines à se rebeller en raison des risques encourus en cas de comportement jugé déplacé ou de voile mal porté en public ce qui fragiliserait encore plus leur situation.

Dans ce contexte de crises multiples et sans alternative politique avantageuse pour la société, les perspectives d'évolution de la condition des Iraniennes à court terme ne sont pas encourageantes. Les femmes vont subir les conséquences des sanctions économiques actuelles, en étant plus sujettes que les hommes au chômage, au licenciement sous prétexte d'accaparer des emplois au détriment des hommes et à la paupérisation de leur quotidien. Quant à savoir si cela entrainera un retour en arrière concernant les normes imposés aux femmes, l'échec de l'accord renforce la position conservatrice qui soutient l'appartenance des

⁸⁶ RASTBEEN Ali, « L'Iran et les enjeux géostratégiques au XXIe siècle », *Hérodote*, vol. 133, n°2, 2009, p. 180-197.

⁸⁷ IMBERT Louis, « L'avocate Nasrin Sotoudeh, militante des droits humains, martyre de Téhéran », 20/06/2019, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/20/nasrin-sotoudeh-martyre-du-regime-iranien-et-icone-des-droits-humains_5478791_3210.html

⁸⁸ *Ibid.*

femmes à la sphère privée, ce qui risque d'entraîner le recul de l'accès des femmes à l'éducation et au marché du travail et un accroissement du nombre de mariages précoces.

Certes, la modernité des mentalités de la population iranienne et la capacité de mobilisation de la société lorsqu'elle est démesurément maintenue sous contrôle lui octroie un moyen de pression sur le gouvernement. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la résilience du régime iranien qui parvient à s'adapter aux mœurs de la société tout aussi bien qu'à la réprimer afin de rester la seule force en puissance.

Conclusion

Ce mémoire a pour objectif de révéler dans quelle mesure les mutations et les bouleversements qui affectent l'Iran se manifestent au travers de l'évolution de la condition des femmes. D'une manière plus générale, il est question d'apporter une vision nuancée de la société du pays, singulière par ses contrastes et sa diversité, ainsi que de se défaire des préjugés affectant l'image de l'Iran et sa population.

La République islamique d'Iran est une nation où les contradictions et les invraisemblances sont largement instrumentalisées par la population dont les aspirations sont brimées par les conservateurs qui ne veulent pas voir l'ordre ancien imposé à la société évoluer. Le pays est donc mu par des dynamiques contraires qui s'affrontent pour défendre leur vision idéalisée de la culture iranienne. Cette lutte idéologique mêlée à la crise identitaire que connaît la population témoigne du mal-être qui règne en Iran.

Nous pouvons le constater à travers le fossé grandissant entre le peuple et le gouvernement, ainsi qu'à travers la frustration d'une société qui mène une double vie, celle que lui enjoint le gouvernement et celle en accord avec ses convictions et ses croyances. Le pays est donc marqué par une révolution des mentalités qui met en lumière « la banqueroute idéologique et morale d'un régime endurent déjà une succession de crises économiques et politiques ⁸⁹ ».

Les femmes ont un rôle crucial dans cette révolution des mentalités car si elles pâtissent d'un statut inférieur aux hommes et représentent une frange de la société plus fragile et sensible aux aléas économiques, sociaux et politiques du pays, elles sont un réel contre-pouvoir influent en Iran. À travers leur force de mobilisation et leurs revendications, les Iraniennes mettent au défi le gouvernement et ses institutions. Elles questionnent le système et aspirent au changement afin que le pays soit en adéquation avec les nouvelles mœurs qui l'habitent. Les Iraniennes luttent également pour l'amélioration de la définition de leur condition dans la société iranienne qui est encore fondée sur leur rôle de génitrice. Elles s'expriment pour que leur corps ne soit plus un enjeu de pouvoir et de conflit, mais le lieu de

⁸⁹ SHAHI Afshin, « Révolution sexuelle à l'iranienne, L'Iran connaît aujourd'hui une révolution sexuelle sans précédent. Peut-elle ébranler le régime ? », traduit par SASTRE Peggy, Foreign Policy, Slate, 13/06/2013, disponible sur : <http://www.slate.fr/story/73427/revolution-sexuelle-iranienne>

l'épanouissement de leurs droits, leur liberté ainsi que leurs potentiels économique, social et politique.

Les Iraniennes, toujours en quête de parade pour s'affranchir des discriminations qui pèsent sur leur condition, instrumentalisent les nouveaux outils de dissension. Elles se saisissent des opportunités conjoncturelles et structurelles propres à leur pays au profit de leur émancipation. L'utilisation des réseaux sociaux par les Iraniennes atteste de l'amplification et de la généralisation de leur combat érigé contre le régime. Grâce aux réseaux sociaux, outils d'influence et d'opposition qui incarnent la nouvelle plateforme de leur combat, les Iraniennes contournent « la distinction souvent arbitraire entre le permis et l'interdit ⁹⁰ » décidée par le régime. Elles développent leur parole de citoyennes et prennent position dans la résistance de cette communauté virtuelle à l'encontre d'un ordre révolu. Leurs revendications plus émancipées grâce à ces outils, qui répondent aux particularités des modes de vie des Iraniens, reflètent la modernisation des comportements de la société qui s'insère dans la mondialisation.

Les réseaux sociaux ont indéniablement révolutionné la condition des Iraniennes en leur offrant de nouvelles opportunités et un espace de liberté. Il est toutefois encore trop tôt pour savoir si la transformation du militantisme féministe via l'utilisation des réseaux sociaux entrainera un embrasement général de la situation ou si cela n'aura été qu'une phase dans leur combat. Au vu des circonstances actuelles, on peut avancer qu'il est peu probable que l'usage des réseaux sociaux par les femmes entraîne une mutation endogène au sein de la société iranienne. Pour l'étude des réseaux sociaux, il n'a pas été possible de recueillir des témoignages directs depuis l'Iran en raison de la censure qui sévit et du risque que cela représente de s'exprimer sur les thèmes controversés évoqués dans ce mémoire.

En ce qui concerne l'étude de l'impact de l'indicateur économique sur la condition des femmes, elle a permis d'analyser les conséquences des aléas de cet élément central qui influence l'état de la société et tout particulièrement les femmes, dont la présence reste marginalisée sur le marché du travail. Les Iraniennes ont profité des périodes de sanctions économiques pour obtenir un travail, qu'elles participent à l'économie formelle ou informelle, afin de soutenir les besoins de leur famille, le mari n'étant plus apte à y subvenir seul. La participation économique des femmes leur fait prendre conscience de leur rôle dans la société et participe à l'évolution du rapport des relations entre hommes et femmes en Iran. Toutefois,

⁹⁰ ZIAEI Hanieh, « Iran : les réseaux sociaux, seule alternative à la propagande médiatique officielle ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n°41, octobre - novembre 2017, p. 86-89.

certaines sphères de la société, dont les dirigeants politiques, doivent encore faire évoluer leur conception genrée de la participation économique afin de faire respecter les lois contre la discrimination sexuelle dans le secteur économique.

Les sanctions économiques questionnent donc l'ensemble du système iranien et offrent aux femmes la possibilité d'acquérir une nouvelle place dans la société. Or, ajoutées aux circonstances géopolitiques actuelles défavorables à toute avancée libérale, les sanctions économiques réduisent l'éventualité de voir l'ordre sexué discriminatoire prendre fin. L'échec de l'ouverture sur le monde de l'Iran et des réformes libérales lancées par le président Hassan Rohani renforce le camp des conservateurs ainsi que l'autoritarisme et le patriarcalisme du régime ce qui va nuire à l'évolution de la condition des femmes.

L'analyse des conséquences de l'accord de Vienne sur la condition des Iraniennes s'est avérée plus complexe à démontrer. En effet, l'accord n'a pas tenu assez longtemps pour pouvoir constater des changements significatifs concernant l'implication des Iraniennes dans le monde du travail. De plus, les incertitudes concernant l'avenir de l'accord de Vienne et le manque de données sur lesquelles fonder une approche de la situation compliquent l'analyse de celle-ci.

Toutefois nous avons pu attester du lien entre genre et géopolitique que ce soit au niveau national, le gouvernement actuel s'est construit en partie sur la soumission de la femme au reste de la société, et international, les relations que le pays entretient avec l'étranger ont de lourdes conséquences sur l'évolution de la condition des Iraniennes. La politique étrangère du pays et ses relations avec les autres nations étant en corrélation avec l'image que veut donner le pays sur sa capacité à contrôler sa population, elles exposent sa propension à relâcher ou à renforcer son emprise traditionaliste sur la population. Les femmes sont donc particulièrement visées.

Certes, le gouvernement parvient à maintenir un contrôle étouffant sur la population et le corps des Iraniennes incarne toujours les interdits et les valeurs islamiques traditionalistes de la société. Cependant le modèle établi, loin de faire l'unanimité, est constamment remis en question. Les Iraniennes continuent de proposer leur perception individuelle de la féminité, faisant ainsi évoluer les codes régissant la société. L'étude de l'évolution de la condition des femmes en Iran permet ainsi d'identifier les points de tensions, les changements opérés et les luttes qui restent encore à mener au sein de la société iranienne. Le sort des Iraniennes est

donc lié à celui du pays. Ainsi, l'évolution de la condition des femmes est un indicateur de l'état de la société iranienne et révèle les mutations et les bouleversements qui affectent l'Iran.

Annexes

Bibliographie

Ouvrages consultés

ADELKHAH Fariba, *Les paradoxes de l'Iran : idées reçues sur la République islamique*, le Cavalier bleu, 2016.

CHAFIQ Chahla, *Islam politique, sexe et genre : À la lumière de l'expérience iranienne*, Presses Universitaires de France, 2011.

COHEN Ronen A., *Identities in crisis in Iran : politics, culture and religion*, Lexington Books, 2015.

COVILLE Thierry, *Iran, la révolution invisible*, La découverte, 2007.

FARKHONDEH Sepideh, *Société civile en Iran : mythes et réalités*, L'Harmattan, 2008.

KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manochehr, *Iran Today : An encyclopedia of life in the Islamic Republic*, Greenwood Press, 2008.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, Etat et famille*, Maisonneuve & Larose, 2002.

LADIER-FOULADI Marie, *Iran, un monde de paradoxes*, L'Atalante, 2009.

ROY Olivier, Préface de *la Sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Seuil, 2008.

TAHMASEBI-BIRGANI Victoria, « Social Media as a Site of Transformative Politics: Iranian Women's Online Contestations », in Vahabzadeh Peyman (dir.), *Iran's struggles for social justice : economics, agency, justice, activism*, Palgrave Macmillan, 2017.

TODD Emmanuel et COURBAGE Youssef, *Le rendez-vous des civilisations*, La République des idées, Éditions du Seuil, 2007.

Articles scientifiques consultés

BADRAN Margot, « Où en est le féminisme islamique ? », *Critique internationale*, vol. 46, n°1, mars 2010, p. 25-44.

BEAUGÉ Florence, « Rien n'arrêtera les Iraniennes », *Manière de voir*, décembre 2016/ janvier 2017, n°150, p. 21-25.

CANONNE Justine, « L'émancipation par le Coran », *Sciences Humaines*, mai/juin 2018, n°23.

CHAFIQ Chahla, « L'islamisme à l'épreuve du genre », *Islam politique, sexe et genre*, Presses Universitaires de France, 2011, p. 151-184.

COULOMB Fanny et MATELLY Sylvie, « Bien-fondé et opportunité des sanctions économiques à l'heure de la mondialisation », *Revue internationale et stratégique*, vol. 97, n°1, 2015, p. 101-110.

COVILLE Thierry, « Les sanctions contre l'Iran, le choix d'une punition collective contre la société iranienne ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 97, n°1, 2015, p. 149-158.

DAKHLI Leyla, « Comprendre le Moyen-Orient. Derrière les enjeux géopolitiques, des sociétés dynamiques », *Sciences Humaines*, mai/juin 2018, n°23.

DE GASQUET Béatrice, « Le féminisme islamique, analyseur des reconfigurations de l'islam politique ? », *Revue Française de Science Politique*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2011, 61 (5), p. 959 - 962.

HOODFAR Homa et SADR Shadi, « Iran : politiques islamiques et femmes en quête d'égalité », *Cahiers du Genre*, vol. hs 3, n°3, 2012, p. 47-67.

KHAVAND Fereydoun, « L'économie iranienne dans la tourmente », *Esprit*, vol. juin, n° 6, 2012, p. 101-116.

KHOSROKHAVAR Farhad, « Le mouvement des femmes en Iran », *Cahiers du Genre*, 2002/2, n°33, p. 137-154.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, Maisonneuve & Larose, 2002, p. 100.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « L'islam, les femmes et la citoyenneté », *Pouvoirs*, vol. 104, n°1, 2003, p. 71-84.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Mouvements de femmes en Iran : entre l'islam et l'Occident », in Verschuur, C. (ed.), *Vents d'Est, vents d'Ouest : Mouvements de femmes et féminismes anticoloniaux*, Genève : Graduate Institute Publications, 2009, p. 117-128.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Gender Social Relations and the Challenge of Women's Employment », in *Middle East Critique*, vol. 23, 2014, p. 333-347.

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Genre, travail et politique en Iran », *Bulletin de l'association de géographes français*, 94-4, 2017, p. 600-613.

LADIER-FOULADI Marie, « La transition de la fécondité en Iran », *Population*, vol. 51, n° 6, 1996, p. 1101-1127.

LADIER-FOULADI Marie, « Iran : mutation sociale et contestation politique », *Politique étrangère*, Automne, n°3, septembre 2012, p. 505-517.

LADIER-FOULADI Marie, « La présidentielle iranienne de juin 2013 : enjeux et décryptages », *Confluences Méditerranée*, vol. 88, n°1, 2014, p. 47-62.

LADIER-FOULADI Marie, *En Iran, une société paralysée*, Esprit, avril 2018, p. 24-27.

LAMLOUM Olfa en entretien avec ADELKHAH Fariba, « Femmes, islamisme et féminisme en Iran », *Confluences Méditerranée*, vol. 59, n° 4, 2006, p. 163-171.

MOGHISSI Haideh, « Émigré Iranian Feminism and the Construction of Muslim Women », in A. Heitlinger (dir.) *Émigré Feminism: Transnational Perspective*, University of Toronto Press, 1999, p. 189-207.

MOHAMMAD-REZA Djalili, « La république islamique d'Iran : exacerbation des contradictions et émergence de la société civile », *Civilisations*, n°48, 2001, p. 51-68.

PAPAN-MATIN Firoozeh, *The Constitution of the Islamic Republic of Iran (1989 Edition)*, *Iranian Studies*, 47:1, 2014, p. 159-200.

RASTBEEN Ali, « L'Iran et les enjeux géostratégiques au XXI^e siècle », *Hérodote*, vol. 133, n°2, 2009, p. 180-197.

SHOJAEI Mansoureh, « Women's voices: The journey towards cyberfeminism in Iran », *ISS Working Papers - General* vol. 621, International Institute of Social Studies of Erasmus University Rotterdam (ISS), The Hague, 2016, p. 1-29.

TOHIDI Nayerreh, « The Women's Movement and Feminism in Iran: A Glocal Perspective », in Amrita Basu (dir.), *Women's Movements in the Global Era*. Boulder, CO: Westview Press, 2010, p. 375-414.

VAHABI Mehrdad et COVILLE Thierry, « L'économie politique de la République islamique d'Iran », *Revue internationale des études du développement*, vol. 229, n°1, 2017, p. 11-31.

WEIL Armelle, « Vers un militantisme virtuel ? Pratiques et engagement féministe sur Internet », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, n°2, 2017 p. 66-84.

ZIAEI Hanieh, « L'espace virtuel iranien : résistance et mobilisation », *Tumultes*, vol. 38-39, n° 1, 2012, p. 201-212.

ZIAEI Hanieh, « Iran : les réseaux sociaux, seule alternative à la propagande médiatique officielle ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n°41, octobre - novembre 2017, p. 86-89.

Podcasts consultés

DELORME Florian, intervenants SALAMATIAN Ahmad, HOURCADE Bernard, CHAFIQ Chahla, *Iran : 40 ans de révolution (1/4), Une théocratie qui plie mais ne rompt pas*, France culture, 04/02/2019, 58 min., consulté le 10/02/2019.

DELORME Florian, intervenants KIAN-THIÉBAUT Azadeh, COVILLE Thierry, AMIRI Amir, *Iran : 40 ans de révolution (2/4), Un système économique à bout de souffle ?*, France culture, 05/02/2019, 58 min., consulté le 16/02/2019.

DELORME Florian, intervenants ADELKHAH Fariba, AREFI Armin, FOULADVIND Leyla, *Iran : 40 ans de révolution (3/4), Négocier l'émancipation : une lutte sans fin*, France culture, 06/01/19, 58 min., consulté le 09/02/2019.

Conférences

Conférence à l'Iremmo intitulée « *La sécularisation en Iran : théologie, histoire, société* », avec CHELLY Amélie, donnée le 17/11/2018.

Conférence à l'Iremmo intitulée « *Femmes, féministes et islam* », avec TAUIL Leila et KIAN-THIÉBAUT Azadeh, donnée le 14/06/2019.

Entretiens réalisés

Entretien réalisé avec Madame CHELLY Amélie, mené le 05 juin 2018.

Entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019.

Sitographie

ALIKARAMI Leila, *Women and Iranian economy – Where is the place of women in Iran's economy ? Issue: Economy*, June 2016, consulté le 23 décembre 2018, disponible sur http://www.ihrr.org/ihrr_article/economy-en_women-and-iranian-economy-where-is-the-place-of-women-in-irans-economy/

KIAN-THIÉBAUT Azadeh, « Présidentielle en Iran : les femmes à l'offensive », *The Conversation*, 15/05/2017, disponible sur : <https://theconversation.com/presidentielle-en-iran-les-femmes-a-loffensive-77348>

BOURGEOIS Rémi et COVILLE Thierry, « L'Iran : quelle politique économique face aux sanctions ? », *Iris*, 05/06/2018, disponible sur : <https://www.iris-france.org/113961-liran-quelle-politique-economique-face-aux-sanctions/>

DAVACHI Azadeh, « What Iranian women want : rights, jobs and a seat at the table », *The Conversation*, 24/05/2017, disponible sur : <https://theconversation.com/what-iranian-women-want-rights-jobs-and-a-seat-at-the-table-77633>

« Development Policies Should Bring Women on Board » *Financial Tribune*, 22/07/15, disponible sur : <https://financialtribune.com/articles/people/21708/development-policies-should-bring-women-on-board>

Entretien de CHAFIQ Chahla mené par KACI Mina, « Les intégristes sont obsédés par le corps des femmes », *L'Humanité*, 21/11/2016, disponible sur : <https://www.humanite.fr/chahla-chafiq-les-integristes-sont-obsedes-par-le-corps-des-femmes-618689>

IMBERT Louis, « L'avocate Nasrin Sotoudeh, militante des droits humains, martyre de Téhéran », 20/06/2019, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/20/nasrin-sotoudeh-martyre-du-regime-iranien-et-icone-des-droits-humains_5478791_3210.html

KHAVAND Fereydoun, « Retour des sanctions américaines contre l'Iran : de lourds enjeux politiques et économiques », *Areion24 News*, 17 janvier 2019, disponible sur : <https://>

www.arenion24.news/2019/01/17/retour-des-sanctions-americaines-contre-liran-de-lourds-enjeux-politiques-et-economiques/

MOGHADAM Valentine M., « Iranian Women, Work, and the Gender Regime », *Cairo Review of Global Affairs*, n°29, Spring 2018, disponible sur : <https://www.thecairoreview.com/essays/iranian-women-work-and-the-gender-regime/>

SEPEHRI FAR Tara, « It's a Men's Club », *Discrimination Against Women in Iran's Job Market*, Human Rights Watch, 25/05/2017, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2017/05/25/its-mens-club/discrimination-against-women-irans-job-market>

SHAHI Afshin, « Révolution sexuelle à l'iranienne, L'Iran connaît aujourd'hui une révolution sexuelle sans précédent. Peut-elle ébranler le régime? », traduit par Peggy Sastre, *Foreign Policy*, Slate, 13/06/2013, disponible sur : <http://www.slate.fr/story/73427/revolution-sexuelle-iranienne>

Statistical Center of Iran, A Selection of Labor Force Survey Results, disponible sur : <https://www.amar.org.ir/english/Statistics-by-Topic/Labor-force>

« Women's Unemployment In Iran Twice That Of Men », *Spotlight On Iran*, Radio Farda, 17/08/2017, disponible sur : <https://en.radiofarda.com/a/iran-women-unemployment-twice/28681903.html>

Source de l'image sur la page de présentation

AFP / Getty, 25/06/2018, « Les supporters iraniens brandissent le drapeau national, lors de la projection du match du Groupe B, lors de la Coupe du Monde de Russie au stade Azadi de Téhéran », récupéré sur : <https://www.middleeasteye.net/fr/news/nous-avons-besoin-de-cette-joie-comment-la-coupe-du-monde-fait-vibrer-la-societe-iranienne>

Compte rendu de l'entretien réalisé avec Monsieur COVILLE Thierry, mené le 25 juin 2019

Avant l'accord de Vienne en 2015, quelles ont été les répercussions positives et négatives des différentes périodes de sanctions économiques sur la condition des femmes en Iran ?

« Il y a eu une période de sanctions depuis 2010, en 2010 - 2013 l'économie iranienne va mal avec une récession en 2012 et en 2013 la croissance baisse. Quand une économie est en récession, ce sont les plus fragiles qui sont sortis du marché du travail. Dans le cas de l'Iran il y a déjà un problème de chômage, notamment chez les jeunes diplômés même si la société change. On peut poser comme hypothèse que quand le marché du travail devient plus tendu, c'était déjà difficile pour les femmes d'être embauchées, cela devient encore plus compliqué. Il y a des quotas dans certains secteurs, le secteur privé est peut-être plus privilégié car c'est la compétence qui compte, il y a peut être plus de chance pour les femmes. Quand cela va mal, les femmes sont plus fragiles notamment dans le secteur public qui est dominé par les autorités iraniennes, cela peut-être un prétexte de mettre en avant l'homme comme chef de famille devant ramener l'argent à la maison. »

« Avec les difficultés économiques, il y a un besoin de ramener un autre salaire au foyer, donc cela fait sauter certaines barrières. Toutefois, où est-ce que les femmes vont travailler ? En Iran, il reste l'économie informelle. En période de sanctions, l'économie informelle a tendance à se développer, ce dont l'Etat a parfaitement conscience mais il a tout intérêt à laisser faire par rapport à la situation actuelle car cela permet d'échapper aux sanctions et de faire vivre les gens. »

Dans quelle mesure l'accord de Vienne a-t-il permis aux femmes d'acquérir plus de droits et de liberté ?

« C'est lié à la situation politique en interne, le président Rohani a fait beaucoup de promesses pour la défense du droit des femmes pour son deuxième mandat. Mais il ne s'est pas passé beaucoup de chose avec la situation économique qui devient prioritaire. La légitimité et la crédibilité du président sont en jeu. Il n'a pas intérêt à faire des avancées sur la question des femmes, car les « durs » qui y sont fortement opposés. Dans ce type de période, ils avancent leur pions en interne aussi avec plus de répression. Le contexte international et économique a conduit Rohani à reculer sur ces questions et ses adversaires à avancer. La politique américaine renforce le camp de ceux qui veulent réprimer en Iran, la question des droits de l'Homme et des femmes passent de ce fait à la trappe. Il y a un renforcement des « durs » en Iran qui n'est pas terminé, les gens sont déçus et ne vont pas soutenir le président Rohani. Il va sûrement y avoir un taux d'abstention très élevé pour les prochaines élections législatives, ce qui laisse le champ libre à tous les « durs » dont la base électorale est mobilisable plus

facilement car c'est l'idéologie qui joue. Sur les 60% de ceux qui ont voté pour Hassan Rohani, la plupart ne veulent plus aller voter, ce qui laisse la porte ouverte pour des majorités beaucoup plus dures.

Sous l'accord, il y a eu un impact qui commençait à être favorable sur le plan économique depuis le début de l'année 2016. Mais il n'a pas été assez prolongé et n'a duré que deux ans donc il n'y a pas eu d'impacts sur la vie des gens. »

Est-ce que l'on peut faire un lien entre les mesures prises concernant les femmes et la volonté de maîtriser l'image que le pays souhaite véhiculer sur la scène internationale ?

« La demande des droits des femmes est une ancienne demande de la société en Iran. Quand les autorités prennent des mesures envers les femmes, c'est pour répondre aux attentes de la société et surtout à celles de la classe moyenne urbaine. Mais du fait de l'opposition entre modérés et conservateurs, la situation est bloquée.

L'Iran est très mauvais en communication. Les autorités iraniennes argumentent qu'ils ne sont pas l'Arabie Saoudite, mais ils utilisent très mal l'outil médiatique. La faiblesse de la politique iranienne est qu'elle n'arrive pas à communiquer sur la scène internationale à propos de ce sujet là. Mais, il était plus question d'une lutte électorale, d'où la promesse de Hassan Rohani pour les femmes en réponse aux Iraniens qui veulent une modernisation de la société. C'est une question qui est mobilisatrice et est instrumentalisée en politique. »

Le contrôle du guide sur les lois pour les femmes : « Sur les principes et les modes de fonctionnement, le conseil des Gardiens peut empêcher et censurer une loi si une loi est trop moderne. Il y a une opposition sur ces sujets mais ce n'est pas infranchissable, cela dépend du rapport de force. L'opinion publique joue d'une certaine façon, si tous les modérés défendaient cette loi il peut y avoir une évolution. Le Guide peut refuser qu'une loi soit discutée. En ce moment le rapport de force est très défavorable. Et certes l'Ayatollah Khamenei est un « dur », mais il regarde aussi la nature du sujet, l'intérêt stratégique national du régime et le rapport de force. Si une position est défendue uniquement par des extrémistes, peut-être qu'il se rangerait plus du côté de la majorité. Il a un rôle d'arbitre entre les factions en Iran. Il peut donc y avoir une évolution pour la condition des femmes par le haut, de manière limitée, cela dépend du rapport de force interne. Or, le contexte actuel est très défavorable aux modérés et réformateurs. »

Sans le retrait des Etats-Unis de l'accord de Vienne, comment la condition des femmes aurait-elle pu évoluer ?

« On ne peut pas dire que tout aurait été parfait, c'est un système politique avec deux pôles et un système de contrôle strict qui fait qu'il est difficile de faire voter des lois qui vont dans le

sens d'une plus grande ouverture, mais si la situation économique s'était améliorée, la classe moyenne urbaine en aurait profité. Économiquement cela aurait été plus favorable aux femmes, avec plus d'investissement étrangers. Les femmes éduquées auraient bénéficié d'une situation économique plus favorable, politiquement Hassan Rohani aurait prouvé la réussite de sa stratégie avec une situation économique meilleure pour le pays, ce qui lui aurait donné du crédit politique en interne. Il aurait pu alors faire plus que ce qu'il n'a pas fait. On aurait pu avoir un scénario différent. »

De manière générale, comment sont perçues les femmes dans le monde économique en Iran ?

Théorie économique de Weber : « La société se modernise, avec le développement du capitalisme on a le développement de la rationalité économique donc on a besoin de gens de plus en plus compétents. On cherche la compétence. Il y avait une vision très positive des femmes dans les entreprises privées du fait de leur compétence. Le secteur privé est plus relâché que celui du public, vous pouvez trouver des femmes à des postes de direction dans les banques publiques. L'accroissement de l'importance du facteur de la compétence bénéficie aux femmes. Les secteurs qui embauchent le plus de femmes dans le public sont ceux de la santé et de l'éducation. »

Quelle est la proportion de femmes PDG ?

« Lors d'une enquête, sur 25 PDG interviewés, il y avait 3 femmes. On constate l'effet positif de l'éducation. Sur 900 000 diplômés chaque année en licence et master, 450 000 sont des femmes et ce depuis 10 - 15 ans. Il y a plus de femmes diplômées ingénieures qui ne partent pas toutes à l'étranger donc elles prennent des postes. La société se modernise et le poids de l'économie requiert des gens compétents, donc ces femmes arrivent à des postes de responsabilité. »

Comment sont perçues les femmes PDG en Iran ? Est-ce qu'elles sont respectées sans distinction faite à l'égard de leur genre ?

« La société se modernise de plus en plus, les hommes, à part ceux qui viennent peut-être d'un milieu traditionnel, voient de plus en plus de femmes à des postes de direction. Parmi les femmes PDG que j'ai interviewées, une travaillait dans les transports et une autre dans la pétrochimie. Elles réussissaient très bien et n'avaient pas de problème pour se faire obéir. »

Existe-t-il des chiffres sur le nombre de ménages iraniens pour lesquels c'est la femme qui assure le soutien économique de la famille ?

« Je ne sais pas, cherchez sur le site du centre de statistiques iranien dans les enquêtes faites sur les dépenses des ménages. »

Concernant la situation actuelle, pensez-vous que l'Iran peut sortir de cette crise économique et comment ?

« Liée à la politique américaine, les Etats-Unis enlèveraient leurs sanctions si l'Iran se plie à leurs conditions mais cela ne risque pas d'arriver. La stratégie de l'Iran, c'est d'attendre les futures élections américaines. En Iran, il y a l'idée que les sanctions américaines étouffent le pays pour qu'il ne puisse faire aucune transaction avec le reste du monde. »

Est-ce que l'Iran va parvenir à une meilleure gestion de l'économie ou est-ce que l'on se dirige vers un renforcement de l'emprise des pasdaran sur l'économie ?

« La situation économique est catastrophique, l'Etat pourrait profiter de cette crise pour améliorer sa gestion de l'économie mais cela dépend de lui, or il n'a pas d'intérêt à ce qu'il n'y ait plus de corruption et d'instabilité. »

Est-ce une opportunité pour l'Iran de passer d'une économie rentière à « l'après-pétrole » pour favoriser le développement de nouveaux secteurs d'activité et de créer de nouveaux emplois ?

« Dans l'idéal, il pourrait y avoir des réformes en ce sens, mais c'est très compliqué. »

Suite à la désillusion de la population, quels bouleversements est-ce que cela peut entraîner au niveau politique et quelles alternatives politiques se présentent à la population iranienne ?

« Par rapport aux élections législatives et présidentielles, les modérés ne peuvent pas dire grand chose à la population, ils sont en perte de vitesse. Il y a une désillusion totale de la population à l'encontre des promesses de Rohani, des modérés et des réformateurs. »

Selon vous est-ce que cela va alimenter une montée des tensions contre le gouvernement ou au contraire rassembler la population contre l'extérieur et pourquoi ?

« L'Iran est un pays nationaliste, il y a un sentiment d'injustice face à la situation actuelle. Même si la population n'est pas d'accord avec le régime politique, il y a une partie d'entre elle qui est anti-américaine et soutient les « durs ». Dans cette situation, il peut y avoir un mouvement de ralliement au camp des « durs » ce qui affaiblirait les modérés. »

De manière paradoxale, est-ce que les sanctions représentent une chance pour le gouvernement iranien par rapport aux conséquences qu'elles ont sur la société ?

« C'est la vision des radicaux qui pensent que l'idéologie de l'Iran c'est un ordre moral islamique. Il ne faut pas toucher aux questions du voile car si l'on bouge, on fait le jeu d'un complot américain, donc il ne faut rien lâcher. Sur le plan de la bataille politique, cette situation leur est favorable, les Etats-Unis leur ouvrent un champ politique même si es radicaux ne cherchent pas obligatoirement à déclencher une crise. Ils défendent un ordre moral islamique et la répression et ne croient pas en la démocratie qui doit être limitée et très contrôlée. Ils ne croient qu'au rapport de force même en terme de politique étrangère. Mais ce n'est pas eux qui ont fabriqué cette situation pour en profiter. Il est sûr que la politique américaine conduit ce camp à gagner du terrain. »

Dans un contexte d'instabilité généralisée, est-ce que le gouvernement ne va pas être obligé d'une certaine manière de répondre aux revendications du peuple afin de canaliser les mécontentements ?

« Le mécontentement est surtout économique et les gens sont très déçus par Hassan Rohani, donc la priorité du gouvernement c'est de gérer l'économie et de tenir le coup jusqu'aux prochaines élections américaines. Hassan Rohani sait que les gens le critiquent, qu'il ne va pas être écouté s'il va sur ce terrain et qu'il va se faire écraser par ses adversaires. Dans la presse réformatrice, on entend qu'au lieu de réprimer il faut écouter plus les gens. Ce débat existe toujours, mais les forces politiques qui peuvent porter ces réclamations sont en chute libre, et il n'y a pas de contre-pouvoir comme la police et la justice sont entre les mains des « durs ». Il peut y avoir un débordement des mécontentement économiques sur les mœurs sociales mais je ne crois pas que des millions de personnes aillent dans la rue. Les gens ne voient pas d'alternative au système actuel. Les gens ont bien compris que c'est compliqué donc leur idée c'est que cela va arriver graduellement et progressivement, il n'y a pas vraiment d'autre possibilité avec l'évolution de la modernisation de la société iranienne. »

Est-ce que l'Iran pourrait connaître une nouvelle révolution si la population continue d'exercer une certaine pression sur le gouvernement en faveur d'une ouverture du système ?

« Non, cela n'arrivera pas dans les conditions actuelles. Le taux de participation aux élections présidentielles est de 70%. En Iran, même si les gens ne sont pas d'accord, ils votent pour les plus modérés. Ils peuvent s'exprimer, les gens sont de plus en plus éduqués et ouverts donc même s'ils sont mécontents ils vont voter. En 2017, ce sont les plus pauvres qui sont descendus dans les rues car ils n'ont rien à perdre, mais pour faire descendre la classe

moyenne urbaine c'est plus compliqué car ce n'est pas dans sa mentalité. De plus, ils savent qu'ils peuvent se faire tuer par la répression du régime. »

Dans la situation actuelle, on peut avancer que l'évolution de la condition des femmes est la dernière priorité du gouvernement et que les sanctions permettent à l'Etat de justifier sa politique coercitive qui empêche toutes réformes libérales. Peut-on alors parler d'une possible précarisation des mutations sociales concernant les femmes en Iran ?

« Il est clair que dans ce contexte de crise économique et sociale, si la classe moyenne tombe dans la pauvreté, les demandes de liberté individuelle tombent au deuxième plan. Donc il est toujours dangereux de paupériser une société car les demandes sociétales passent au deuxième plan. Si la paupérisation perdure, l'Etat ne pourra plus dépenser autant dans l'éducation et le niveau d'éducation baissera et deviendra insuffisant. De plus, les comportements populistes et nationalistes conservateurs font que ces demandes ne sont plus aussi prégnantes qu'avant. Si une crise économique de cette sévérité dure sur plusieurs années, ce n'est pas bon pour les femmes.

Le rapport de force politique change, face au mécontentement économique et social, la réponse des « durs » dans ce pays, c'est la répression. C'est un ordre islamique donc il n'est pas question de discuter sur les mœurs sociales. C'est une façon de dire (pour les conservateurs), ne croyez pas que parce que c'est la crise économique nous allons lâcher du lest là-dessus, c'est une manière de poser les jalons et de faire peur. »

Selon vous, quelles sont les perspectives d'évolution, qu'elles soient positives ou négatives, de la condition des femmes iraniennes avec le retour des sanctions économiques ?

« Je ne vois pas cette situation s'améliorer tant que la situation générale du pays perdure dans cette crise internationale. Il n'y a pas de solution à court terme. »

Cette nouvelle période de sanctions entraine l'isolement de la société iranienne sur la scène internationale, donc quelles alternatives s'offrent aux femmes ? D'après vous est-ce que les réseaux sociaux pourraient leur permettre de pallier ce phénomène ?

« Les réseaux sociaux sont partout, on peut penser qu'ils jouent le rôle de soupape. Il y a une guerre avec les autorités du régime qui essaient de grignoter sur les réseaux sociaux, on en revient au rapport de force. Ils essaient de contrôler et de censurer même s'ils ne peuvent rien faire contre l'utilisation massive des réseaux sociaux. »